



76 nouveaux cas guéris au Maroc soit 669 au total

Soixante-seize nouveaux cas guéris du nouveau coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés au Maroc jusqu'à lundi à 10h00, portant à 669 le nombre total des guérisons dans le Royaume depuis l'apparition de la pandémie, annonce le ministère de la Santé.

Le nombre de décès, quant à lui, est resté stable à 161 cas, précise le ministère sur le portail "www.covid-maroc.ma". Par ailleurs, cinquante cas supplémentaires d'infection ont été confirmés jusqu'à lundi à 10h00, portant à 4.115 le nombre total des cas de contamination, alors que le nombre des cas exclus après des résultats négatifs d'analyses effectuées au laboratoire a atteint 24.301.

Le ministère invite les citoyens à respecter les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire, ainsi que les mesures préventives prises par les autorités marocaines en faisant preuve de responsabilité et de patriotisme.

www.libe.ma

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : Mohamed Benarbia

Prix: 4 DH

N°: 9000

Mardi 28 Avril 2020

Doit-on prendre la date du 20 mai pour argent comptant ?

Depuis Singapour, on nous prédit un tout autre calendrier qui vaut ce qu'il vaut



Page 2

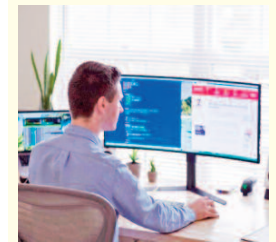
Mohamed Benabdelkader

Le dispositif des procès à distance nécessite une intervention législative à l'avenir



Page 3

Le télétravail au temps du Covid-19



Les prémices d'une intégration dans le système juridique de la fonction publique marocaine

Pages 8-9

Le prix des légumes et du poisson a bondi



Après deux mois de baisse consécutive, l'IPC est ressorti en légère hausse en mars dernier

Page 10

Doit-on prendre la date du 20 mai pour argent comptant ?

Actualité



La fin du déconfinement interviendra-t-elle le 20 mai comme annoncé par le gouvernement ? « Non », répondent les rédacteurs d'une récente étude réalisée par l'Université de Singapour de technologie et de design (SUTD) destinée à établir un modèle statistique concernant la fin de la pandémie du coronavirus dans le monde. Selon eux, l'épidémie de Covid-19 prendra fin au Maroc au plus tard le 12 juin.

En se basant sur des statistiques officielles fournies par les pays de la région arabe, ladite étude a prévu la fin de la pandémie dans le monde à 97% le 29 mai et à 100% le 8 décembre. Concernant la région arabe, l'étude envisage la fin de la pandémie le 20 mai en Egypte, le 21 mai en Arabie Saoudite, le 11 mai aux Émirats arabes unis, le 5 juin au Koweït, le 26 juillet à Qatar, le 15 mai à Oman, le 6 août à Bahreïn, le 31 mai en Irak, le 16 mai en Tunisie et le 1er mai au Soudan.

La Jordanie et le Liban seront les deux premiers pays arabes à connaître la fin de la pandémie. Elle y interviendra respectivement le 6 et le 7 mai prochain.

« La différence entre les pays

arabes est compréhensible au vu de la courbe de propagation de la maladie sur leurs territoires rattachés. Concernant la date du 12 juin pour le Maroc, elle est fort probable. En effet, le Royaume a choisi de suivre les pas de la France, de l'Espagne et de l'Italie dans la gestion de cette crise. Ces pays ne parlent pas de déconfinement total et n'en donnent pas de date définitive. Ils parlent plutôt d'une sortie progressive de crise



Depuis Singapour, on nous prédit un tout autre calendrier qui vaut ce qu'il vaut

qui va commencer d'abord par les régions et les provinces les moins touchées », nous a indiqué A.H., médecin casablancais. Et de poursuivre : « Notre pays scrute actuellement l'expérience de pays comme la France et l'Allemagne pour en tirer les leçons. D'autant qu'il y a des différences de taille entre les expériences européennes enregistrées en matière de gestion de cette pandémie. L'expérience des pays du Sud de l'Europe reste la plus proche de la réalité marocaine. Aujourd'hui, ces pays subissent une véritable pression de la part de leurs populations et ont peur de la récession économique. Pourtant, tous ces pays sont pour un déconfinement progressif tout au long des mois qui viennent ».

Pourquoi tant de prudence ? Il y a d'abord la crainte d'une ou de plusieurs vagues épidémiques. En effet, si le confinement a permis de freiner de manière drastique l'épidémie, il a, en même temps, retardé le moment où suffisamment de citoyens pourraient être immunisés pour stopper définitivement la propagation du coronavirus. « Car, en effet, et faute de disposer d'un vaccin, il faudrait attendre une « immunité de groupe » pour endiguer l'épidémie. Or, celle-ci ne

peut être acquise que par un contact suffisamment grand avec le SARS-CoV-2, le virus responsable du Covid19, tout en veillant à protéger les plus fragiles », précise le site cnews.

« La position des pays européens est facile à comprendre puisque ces derniers n'ont pas d'expérience de pandémies. Ce n'est pas le cas pour les pays asiatiques qui ont déjà affronté dans le passé des pandémies plus ou moins graves », nous a expliqué A.H. Et de conclure : « Le Maroc subit également des pressions. La population veut retrouver sa vie d'avant et l'économie doit reprendre des couleurs. Pourtant, le déconfinement pourrait bien intervenir en juin prochain avec la possibilité que les enfants ne regagnent pas leurs écoles puisqu'ils sont considérés comme des porteurs potentiels du virus. Aujourd'hui, on tente de suivre l'expérience coréenne en matière de contrôle et de traçage, mais de toutes les manières, la vie ne sera pas la même qu'auparavant si on n'arrive à trouver un vaccin. Le retour à une vie quotidienne normale ne sera pas possible avant deux ans au moins ».

Hassan Bentaleb

Mohamed Benabdelkader : Le dispositif des procès à distance nécessite une intervention législative à l'avenir



Le dispositif des procès à distance requiert à l'avenir une "intervention" législative à même de consolider le principe de légitimité et de mettre en place les dispositions nécessaires, a affirmé dimanche le ministre de la Justice, Mohamed Benabdelkader.

"Si l'adoption de la technique des audiences à distance dans la conjoncture actuelle demeure régie par la condition de force majeure, elle nécessite à l'avenir une intervention législative, d'abord pour consolider le principe de légitimité et ensuite pour élaborer ses propres dispositions", a déclaré à la MAP M. Benabdelkader.

L'annonce du ministère, concernant les préparatifs en cours pour la mise en place du dispositif de "procès à distance" en utilisant les technologies de communication entre les détenus des établissements pénitentiaires d'un côté et les juges et les avocats dans les tribunaux de l'autre côté, a soulevé certaines craintes juridiques, en particulier celles liées au droit à un procès public devant le tribunal, alors que plusieurs acteurs œuvrant dans le domaine du système judiciaire estiment que les contraintes dictées par le coronavirus (Covid-19) constituent l'occasion idoine pour réformer le secteur de la justice à travers l'accélération de la transformation di-

gitale du processus judiciaire.

"C'est ce que le ministère proposera au gouvernement dans le projet qu'il a fini d'élaborer cette semaine et qui jette les bases juridiques du procès à distance, dans le respect de toutes les garanties nécessaires à un procès équitable", a fait observer le responsable gouvernemental.

Il a, dans ce sens, relevé que dès qu'un consensus a été établi entre le ministère de la Justice, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, le ministère public et la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion autour de l'adoption de la technique de la vidéoconférence pour les audiences dans le cadre de la mise en œuvre des mesures préventives et du renforcement de la sécurité sanitaire des détenus et de la famille de la justice, les réunions des commissions tripartites ont débuté dans toutes les circonscriptions d'appel en présence des bâtonniers, des premiers présidents des Cours d'appel et des procureurs généraux.

Ces réunions, a ajouté le ministre, ont été l'occasion pour la concertation et le dialogue autour des moyens à même de mettre en œuvre cette décision proactive provisoire afin d'assurer la sécurité sanitaire de tous et préserver la sécurité judiciaire basée sur les principes du procès équitable.

Les bâtonniers ont salué cette initiative et proposé d'importantes suggestions pour l'enrichir, estimant que rien n'empêche l'adoption du procès à distance dans le Code de procédure pénale.

La mise en place d'un tribunal numérique s'inscrit dans le cadre des projets stratégiques sur lesquels travaille le ministère, visant à mettre en œuvre le plan de la réforme globale du système judiciaire.

Brèves

Vacances scolaires

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé la programmation des vacances scolaires du 27 avril au 3 mai 2020.

Cette décision intervient à la lumière du prolongement de la période de confinement au Maroc jusqu'au 20 mai et afin de permettre aux élèves, étudiants et stagiaires de se reposer et de renouveler leur activité mentale et physique, a indiqué le ministère dans un communiqué publié dimanche soir.

Le ministère a, par ailleurs, mis en relief les efforts considérables déployés par tous les cadres pédagogiques, universitaires, administratifs pour assurer la continuité des cours depuis le 16 mars 2020, l'assiduité démontrée par les élèves, étudiants et stagiaires, ainsi que l'implication des familles dans l'encadrement et le suivi de leurs enfants.

Le ministère a salué également les efforts et initiatives citoyennes mis en place par les cadres éducatifs, universitaires et administratifs, formateurs, familles, étudiants et les acteurs de la société pour la poursuite de l'opération d'enseignement à distance pendant près de 6 semaines, sans interruption, souligne la même source.

Décès

Un mineur âgé de 17 ans, qui était placé sous surveillance pour violation des procédures de l'état d'urgence sanitaire, est décédé dimanche matin pendant son transfert à l'hôpital à cause d'un malaise subit, a-t-on appris auprès du service de sûreté provinciale d'El Jadida.

Le défunt avait été transféré, dimanche à l'aube, à l'hôpital pour un examen de santé, avant de le replacer sous surveillance en attendant qu'il soit déferé, dans la matinée, devant le parquet compétent, indique la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

Victime d'un malaise ayant nécessité de nouveau son transfert à l'hôpital, le mineur a rendu l'âme dans le trajet, avant d'arriver à l'établissement hospitalier, précise la même source.

Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire, tandis que le corps de la victime a été transféré à la morgue de l'hôpital provincial pour autopsie, en vue de déterminer les causes du décès, conclut la DGSN.

3.795 nouvelles interpellations de contrevenants au confinement

Les opérations sécuritaires menées pour imposer l'état d'urgence sanitaire, décrété pour enrayer la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont permis l'interpellation, au cours des dernières 24h de samedi à dimanche derniers, de 3.795 individus, dont 1.910 ont été placés en garde à vue à la disposition des enquêtes préliminaires ordonnées par les parquets compétents, alors que les autres ont été soumises aux procédures d'investigation, de pointage et de vérification d'identité.

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a indiqué, dimanche dans un communiqué, que depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire par les pouvoirs publics, il a été procédé à l'interpellation d'un total de 72.685 personnes au niveau

de l'ensemble des villes du Royaume, dont 38.842 ont été déferées devant les parquets compétents après la procédure de la garde à vue.

Ces interpellations se répartissent selon les préfectures de police et la sûreté régionale et provinciale comme suit: préfecture de police de Casablanca (9.709), préfecture de police de Rabat (9.406), préfecture de police de Kénitra (7.936), préfecture de police de Marrakech (6.748), préfecture de police d'Oujda (6.059), préfecture de police d'Agadir (4.658), sûreté provinciale de Salé (3.959), préfecture de police de Tétouan (3.882), préfecture de police de Meknès (3.796), préfecture de police de Béni Mellal (2.995), préfecture de police de Fès (2.275), sûreté provinciale d'El Jadida (2.109), préfecture de po-



lice de Settat (1.997), préfecture de police de Tanger (1.970), sûreté provinciale d'Ouarzazate (1.372), préfecture de police de Laâyoune (1.329), sûreté régionale d'Errachidia (820), sûreté provinciale de Taza (794), sûreté provinciale de Safi (608) et sûreté régionale d'Al Hoceima (263).
La DGSN assure, dans ce

cadre, que ses services continueront d'intensifier les opérations de contrôle dans toutes les villes et de coordonner leurs interventions avec les différentes autorités publiques en vue d'imposer l'application stricte et ferme de l'état d'urgence, à même de garantir la sécurité sanitaire de l'ensemble des citoyens.

L'opération de distribution alimentaire du Ramadan se poursuit sur les chapeaux de roues

Dans la continuité de l'élan national de lutte contre les effets du Covid-19 initié par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et en application des Hautes instructions du Souverain, la Fondation Mohammed V pour la solidarité s'est mobilisée pour l'organisation de la 21^{ème} édition de l'opération Ramadan d'aide alimentaire et la poursuit avec entrain.

En cette période de confinement, la Fondation et ses partenaires ont dû adapter le dispositif de distribution pour que la sécurité des populations soit garantie.

La distribution sera effectuée dans le respect des consignes sanitaires et de protection, selon le protocole et les modalités adaptés par les autorités locales.

Elle est assurée par les caïdats dans le cadre d'un comité local qui veille à informer les chefs des familles bénéficiaires et à organiser la remise de l'aide alimentaire directement auprès des foyers, en porte-à-porte.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, rappelle-t-on, a donné ses Hautes instructions pour le lancement de cette opération en faveur de 600.000 familles démunies, dont 459.504 dans le milieu rural.

A rappeler aussi qu'au niveau national, ce sont trois millions de personnes, en particulier les personnes âgées, les veuves et les personnes en situation de handicap issues de milieux défavorisés et du monde rural dans 83 provinces et préfectures du Royaume, qui seront fournies en denrées alimentaires à travers cette action de proximité à grande échelle.

14.000 ménages à Al Haouz

Le nombre de ménages bénéficiant de l'opération de distribution alimentaire Ramadan 1441 au niveau de la province d'Al Haouz s'élève à quelque 14.400, soit une augmentation de 1.950 familles par rapport à l'année dernière.

Cette opération qui vise à apporter de l'aide et du réconfort aux personnes vulnérables et aux familles vivant en situation de précarité, et à réduire les



effets socioéconomiques de la pandémie, cible en particulier les personnes âgées, les veuves et les personnes en situation de handicap issues de 21 caïdats et 3 pachaliks relevant de la province d'Al Haouz.

Le panier, composé de sept produits essentiels (10 kg de farine, 4 kg de sucre, 250 gr de thé, 1 kg de lentilles, 1 kg de vermicelle, 5 litres d'huile et 800 gr de concentré de tomates), représente une aide solidaire qui vise à alléger les besoins alimentaires liés à la période du Ramadan.

10.000 ménages à Béni Mellal

10.000 ménages issus de la province de Béni Mellal bénéficient de l'opération de soutien alimentaire "Ramadan 1441", initiée par la Fondation Mohammed V pour la solidarité.

Le coup d'envoi de l'opération de soutien alimentaire "Ramadan 1441" au niveau de la province de Béni Mellal a été donné, dimanche dans la commune de Tagzert, pour bénéficier

à un total de 10.000 ménages relevant du milieu urbain ainsi que des zones montagneuses et rurales de cette province.

Dans ce sens, une commission provinciale a supervisé les opérations de distribution de ces aides au domicile des bénéficiaires afin d'éviter tout risque de rassemblement ou d'attroupement conformément aux mesures préventives adoptées par les autorités publiques pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Dans ce cadre, chaque famille reçoit un panier composé de sept produits essentiels (10 kg de farine, 4 kg de sucre, 250 gr de thé, 1 kg de lentilles, 1 kg de vermicelle, 5 litres d'huile et 800 gr de concentré de tomates), ce qui représente une aide solidaire qui vise à alléger les besoins alimentaires liés à la période du Ramadan.

9.228 ménages à Safi

Le nombre de ménages bénéficiant de l'opération de distribution alimentaire "Ramadan 1441" au niveau de la province

de Safi s'élève à 9.228, soit une augmentation du nombre de foyers bénéficiaires de 1.178 par rapport à l'année dernière.

Le nombre de bénéficiaires issus du monde rural s'élève à 7.200 ménages, alors que celui des ménages ciblés en milieu urbain a atteint 2.028 au niveau de la province de Safi.

Cette opération, qui vise à apporter de l'aide et le réconfort aux personnes vulnérables et aux familles vivant en situation de précarité, et à réduire les effets socioéconomiques de la crise induite par la pandémie du nouveau coronavirus, cible en particulier les personnes âgées, les veuves et les personnes en situation de handicap issues de toutes les communes de cette province.

7.750 ménages à Larache

Le nombre de ménages bénéficiant de l'opération de distribution alimentaire Ramadan 1441 au niveau de la province de Larache s'élève à 7.750 en milieu rural et urbain, soit 1.300 familles de plus par rapport à la

précédente édition.

Au niveau urbain, l'opération a bénéficié à 1.000 ménages dans les villes de Larache et Ksar El Kébir, tandis que dans le monde rural, elle a bénéficié à 935 familles dans les caïdats de Souk Talba et Sidi Salama, 1.415 dans les caïdats de Tatouft et Laoumra, 900 dans les caïdats de Rissana, Sahel Chamali et Bni Garfett, ainsi que 801 ménages dans les caïdats de Bni Arouss et Aycha.

Le coup d'envoi de cette opération a été donné par le gouverneur de la province de Larache, Bouassam El Alamine, en présence des élus et de personnalités civiles et militaires, indique la province dans un communiqué.

Ainsi, la province a mobilisé pour cette opération, qui est supervisée par la Fondation Mohammed V pour la solidarité, des commissions provinciales et locales, notamment du capital humain relevant de l'Entraide nationale, du ministère des Habous et des Affaires islamiques, de la Santé et les autorités publiques.

Mobilisation pour la remise de 7.918 paniers d'aide alimentaire aux nécessiteux de Marrakech



7.918 familles dans la préfecture de Marrakech bénéficient, cette année, de l'opération nationale de distribution alimentaire Ramadan 1441, dont le coup d'envoi a été donné au niveau de la préfecture.

A cette fin, des comités locaux au niveau des collectivités territoriales relevant de la préfecture veillent à acheminer ces aides aux domiciles des bénéficiaires, conformément aux mesures préventives adoptées pour éviter la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Le panier est composé de sept produits essentiels (10 kg de farine, 4 kg de sucre, 250 gr de thé, 1 kg de lentilles, 1 kg de vermicelle, 5 litres d'huile et 800 gr de concentré de tomates).

Dans une déclaration à la presse, Abdessadeq El Alem, membre du comité provincial en charge de l'opération de distribution alimentaire, a indiqué que les responsables qui supervisent cette opération ont entamé, en application des Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, la distribution de ces aides alimentaires aux personnes et aux familles vivant en situation de précarité au niveau de la préfecture de Marrakech.

Il a relevé qu'un total de 7.918 ménages bénéficient de cette opération au niveau de la préfecture, soit 1.018 de plus par rapport à l'année dernière, ajoutant que la Fondation Mohammed V pour la solidarité a pris une batterie de mesures pour l'organisation de cette opération

dans le sillage de la conjoncture exceptionnelle induite par le Covid-19 et ce, pour éviter tout risque de rassemblement et se conformer aux mesures de confinement sanitaire.

Ces mesures, a-t-il précisé, consistent en la réadaptation du mode de gestion de la distribution, la stérilisation et la désinfection des dépôts et des camions de transport, outre la remise des aides directement auprès des domiciles des bénéficiaires pour préserver leur sécurité sanitaire et respecter les consignes recommandées par les autorités compétentes.

Au niveau de la commune d'Agafay relevant de la préfecture de Marrakech, ce sont 400 familles démunies qui vont bénéficier de cette opération, dont des veuves, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Dans ce sens, le président du comité local chargé de l'opération de distribution dans la commune d'Agafay, Abdelati Ouisqi, a expliqué que ce comité, composé notamment des agents d'autorité et de la Gendarmerie Royale, suit de près cette opération, tout en veillant au respect des normes de sécurité sanitaire.

Dans une déclaration similaire, il a noté que la Fondation Mohammed V pour la solidarité œuvre chaque année à la distribution d'aides alimentaires durant le mois sacré de Ramadan, en application des Hautes directives Royales en vue de poursuivre l'élan de solidarité, surtout en cette conjoncture d'urgence que traverse le Royaume.

Et de poursuivre que l'opération de distribution se déroule de manière "flexible et fluide", tout en assurant la désinfection et la stérilisation des produits et des moyens utilisés en vue de préserver la sécurité des responsables et des bénéficiaires de cette action de solidarité.

De leur côté, de nombreux bénéficiaires ont exprimé, dans des déclarations similaires, leur profonde gratitude à SM le Roi Mohammed VI pour cette initiative et la Haute sollicitude dont le Souverain ne cesse d'entourer les catégories sociales vulnérables.

Ils se sont également félicités du niveau d'organisation de cette opération et des efforts déployés par les autorités locales afin que l'opération de distribution se déroule dans d'excellentes conditions sanitaires et leur éviter ainsi tout déplacement pour recevoir ces aides, conformément aux mesures préventives contre la propagation de la pandémie.

La 21ème édition de l'opération Ramadan d'aide alimentaire s'inscrit dans la continuité de l'élan national de lutte contre les effets du Covid-19 initié par S.M le Roi Mohammed VI et intervient en application des Hautes instructions du Souverain afin d'apporter de l'aide et du réconfort aux personnes vulnérables et aux familles vivant en situation de précarité, et d'atténuer les incidences socio-économiques de la pandémie.

Un comité provincial, composé des autorités locales, de l'entraide nationale, des œuvres sociales des FAR (DGSS), des services de la Gendarmerie Royale,

de la délégation des habous et des affaires islamiques, de la délégation de la santé et de certains bienfaiteurs, supervise la distribution et l'acheminement de ces aides aux bénéficiaires.

Ledit comité s'est chargé de l'établissement de la liste des bénéficiaires, de la réception des denrées alimentaires et du contrôle de leur qualité avant leur remise aux bénéficiaires dans leurs domiciles dans le respect total des mesures sanitaires, pour éviter tout risque de rassemblement en raison de la conjoncture actuelle que traverse le Royaume, induite par le Covid-19.

En cette période de confinement, la Fondation Mohammed V pour la solidarité et ses partenaires ont dû adapter le dispositif de distribution pour que la sécurité des populations soit garantie, sachant que l'acheminement est effectué dans le respect des consignes sanitaires et de protection, selon le protocole et les modalités adaptés par les autorités locales.

Les comités provinciaux et locaux veillent à informer les chefs des familles bénéficiaires et à organiser la remise de l'aide alimentaire directement auprès des foyers, en porte-à-porte.

Cette opération de solidarité, qui vise à apporter de l'aide et le réconfort aux personnes vulnérables et aux familles vivant en situation de précarité, cible en particulier les personnes âgées, les veuves et les personnes en situation de handicap issues de toutes les communes relevant de la préfecture de Marrakech.



Vers une sortie prudente du confinement en Europe

Réouverture des commerces en Suisse lundi, retour aux affaires du Premier ministre britannique Boris Johnson: les Européens peaufinent leurs plans de sortie du confinement, qui reste un casse-tête planétaire dans l'attente de la découverte d'un vaccin ou d'un remède pour juguler l'épidémie de coronavirus.

La pandémie, qui a fait plus de 200.000 morts sur près de trois millions de contaminés dans le monde, marque enfin le pas dans les quatre pays européens les plus touchés.

Ils affichaient en effet dimanche des bilans quotidiens de morts en nette baisse: 288 morts en Espagne, 260 en Italie, 242 en France et 413 morts à l'hôpital au Royaume-Uni, le nombre le plus bas depuis fin mars.

De loin le pays le plus touché par la pandémie, aussi bien en nombre de contaminations que de décès, les Etats-Unis ont quant à eux enregistré dimanche soir 1.330 décès supplémentaires ces dernières 24 heures.

Les Suisses pourront quant à eux retourner chez le coiffeur, avec la réouverture de certains commerces lundi.

Sous réserve de respecter les mesures-barrières, ce sont d'abord les coiffeurs, physiothérapeutes, médecins, salons de massage, fleuristes, jardinerie, ainsi que les crèches qui reprendront leurs activités.

Le confinement y était moins dur qu'en Espagne. Après six semaines cloîtrés chez eux, les petits Espagnols peuvent depuis dimanche

recommencer à jouer dans la rue, avec un certain nombre de restrictions comme l'absence de contacts. Le confinement a été prolongé jusqu'au 9 mai inclus, et le gouvernement présentera mardi son plan d'assouplissement.

Le même jour, le Premier ministre français, Edouard Philippe, dévoilera sa "stratégie nationale du plan de déconfinement", qui doit débiter le 11 mai, avec notamment une réouverture progressive mais controversée des écoles.

L'Italie aussi doit détailler en début de semaine les mesures qu'elle envisage à compter du 4 mai. Les écoles resteront cependant fermées jusqu'en septembre.

A Londres, le Premier ministre Boris Johnson, lui-même frappé par le virus, devait effectuer lundi un retour aux affaires très attendu.

La Norvège a rouvert les écoles pour les plus petits lundi. Une semaine après les "barnehager" qui font office de crèches et de maternelles, c'est au tour des enfants de six à dix ans de retrouver les bancs de l'école, dans des classes réduites à 15 élèves.

En Chine également, où était apparu le Covid-19 à la fin de l'année dernière, collégiens et lycéens ont fait lundi une rentrée ultra-sécurisée -avec masques et prises de température- dans les métropoles de Pékin et Shanghai, après près de quatre mois de grandes vacances pour cause d'épidémie.

"Je suis contente, ça fait trop longtemps que je n'ai pas vu mes ca-

marades de classe", sourit Hang Huan, 18 ans, devant le lycée Chenjinglun, dans l'est de la capitale chinoise. "Ils m'ont beaucoup manqué", confie-t-elle à l'AFP, masque sur le visage et son survêtement faisant office d'uniforme.

A Pékin, seuls les lycéens de dernière année ont été autorisés lundi à revenir en classe pour préparer le "gaokao", l'examen d'entrée à l'université. A Shanghai, ce sont les élèves de dernière année de collège qui ont repris la classe.



Bilans quotidiens de morts en nette baisse en Espagne, Italie, France et Grande Bretagne

Toutes les écoles chinoises étaient fermées depuis la fin janvier. Le pays a depuis lors jugulé l'épidémie, avec un bilan officiel de 4.633 morts, mais les autorités redoutent à présent une seconde vague de contaminations avec des cas dits "importés", en majorité des Chinois de retour au pays.

Aux Etats-Unis, le président Donald Trump n'a pas donné dimanche son habituel briefing coronavirus, après les sarcasmes suscités par ses recommandations ("ironiques", a-t-il assuré après coup) sur l'injection de désinfectant dans le corps des patients.

Il s'est contenté de lancer ses habituelles piques contre la presse: les médias "désespèrent de créer une impression de chaos", a-t-il twitté.

Aux Etats-Unis aussi, la reprise se prépare, comme dans l'Etat de New York, où certaines activités manufacturières et des chantiers pourraient reprendre après le 15 mai.

Pour survivre, les "food trucks" vont d'ores et déjà chercher les clients là où ils sont confinés en télétravail.

"On aime bien cuisiner, mais la diversité des restaurants de la ville nous manque, alors on se fait une petite folie", témoigne Elise Blake, une professeure de musique de 37 ans, descendue chercher sa commande au "Dirty South Deli" (DSD), qui est venu se garer dans sa rue de Brookland, quartier résidentiel du nord-est de la capitale américaine.

Un retour vers une certaine nor-

malité qui n'est pas du goût de tout le monde: au Pérou, le président Martin Vizcarra s'est offusqué dimanche des queues de consommateurs ne respectant pas les distances de sécurité pour acheter... de la bière.

"On aurait dit que c'était un samedi de fête", a-t-il déploré, commentant une vidéo sur les réseaux sociaux. Au Pérou, qui comptait dimanche 728 morts, le confinement doit durer jusqu'au 10 mai, avec couvre-feu nocturne et fermeture des frontières.

Et au Brésil, le chef Raoni, figure emblématique de la lutte contre la déforestation en Amazonie, a lancé dimanche un appel aux dons, afin d'aider les populations indigènes, particulièrement vulnérables aux virus importés comme le Covid-19.

Le monde musulman est quant à lui entré lundi dans son quatrième jour de jeûne du ramadan sans prières collectives ni repas partagés: les portes des mosquées restent closes et les rassemblements familiaux sont interdits. Mais ces mesures restent largement ignorées dans plusieurs pays, au Pakistan notamment.

L'Arabie saoudite a de son côté partiellement assoupli dimanche son couvre-feu total. A l'exception notamment de la ville sainte de La Mecque.

Au Liban, des manifestants ont bravé le couvre-feu mis en place contre la pandémie et coupé tard dimanche soir des routes à travers le pays pour dénoncer la détérioration de la situation économique.

Boris Johnson, de la décontraction à la fermeté face au coronavirus

Début mars, Boris Johnson abordait la crise du nouveau coronavirus avec décontraction et se montrait réticent à l'idée d'un confinement. Lundi, il est apparu ferme dans sa volonté de repousser son assouplissement.

Entre temps, en moins de deux mois, le Royaume-Uni est devenu l'un des pays les plus touchés en Europe par la pandémie et, lui-même contaminé, le Premier ministre conservateur a passé trois jours en soins intensifs.

Le 3 mars, au cours d'une conférence de presse, Boris Johnson, 55 ans, fanfaronne : il a "serré la main à tout le monde" en visitant un hôpital où se trouvaient des malades du Covid-19. Deux jours plus tard, le Royaume-Uni annonçait la première mort sur son territoire due à la pandémie.

Le 12 mars, le Premier ministre parle de "pire crise de santé publique depuis une génération" et prévient que de nombreux Britanniques perdront des être chers.

Mais l'approche de son gouvernement continue de détonner avec les mesures radicales prises par d'autres pays en Europe. Boris Johnson répète sa recommandation de bien se laver les mains - il le fait lui-même "le temps qu'il faut pour chanter +Joyeux anniversaire+ deux fois".

La stratégie consistant à vouloir favoriser l'émergence d'une "immunité collective", plutôt que de confiner les Britanniques, fait controverse.

Face à la multiplication des critiques, et surtout après une étude scientifique alarmiste prévoyant des centaines de milliers de morts si aucune mesure de distan-



ciation sociale n'était prise, le gouvernement change son fusil d'épaule.

Le 16 mars, il demande au public d'éviter tout contact et déplacement "non essentiels", favorisant le télétravail. L'ordre de fermer les écoles, pubs, restaurants, cinémas et salles de gym suit le 20 mars. Le 23 mars, Boris Johnson finit par s'adresser à la population à la télévision : le confinement est décrété.

Quatre jours plus tard, il prend tout le monde par surprise en annonçant avoir été diagnostiqué positif au Covid-19. Il se veut rassurant : les symptômes sont

"légers" et il continue à diriger le pays depuis son appartement de Downing Street.

Depuis sa quarantaine, il poste des vidéos sur Twitter et dirige un conseil des ministres, mené en ligne.

Une semaine plus tard, sa fiancée trentenaire Carrie Symonds, enceinte, révèle être en voie de guérison après avoir eu des symptômes de la maladie.

Boris Johnson n'a pas cette chance. Le 5 avril, juste après une intervention télévisée exceptionnelle de la reine qui encourage les Britanniques à la résilience, la nouvelle choc tombe : le Premier

ministre est hospitalisé "par mesure de précaution", en raison de la persistance de symptômes, de la fièvre notamment.

Vingt-quatre heures plus tard, il est transféré dans le service de soins intensifs de l'hôpital de St Thomas. Il y passe trois jours, recevant de l'oxygène mais sans être placé sous respirateur.

Après quelques jours d'hospitalisation supplémentaires passés selon la presse à lire Tintin et à faire des sudokus, il sort de l'hôpital le 12 avril. En convalescence dans la résidence gouvernementale de Chequers, au nord-ouest de Londres, il apparaît dans une

vidéo pour remercier les soignants qui lui ont "sauvé la vie" et en particulier les infirmiers présents à ses côtés pendant les 48 heures où "tout aurait pu basculer".

De retour aux commandes du gouvernement lundi, il se félicite des progrès enregistrés face à la propagation de la maladie, les courbes des contaminations, hospitalisations et décès étant orientées à la baisse. Mais appelle les Britanniques à la patience : malgré les conséquences économiques et sociales dramatiques du confinement, il faut s'y tenir au risque d'une nouvelle recrudescence des cas de Covid-19.

A Téhéran, les chauffeurs de taxi broient du noir à cause du virus

Ils sont plusieurs dizaines de milliers, et sans doute autant de mécontents : à Téhéran, les chauffeurs de taxi pleurent le client, que l'épidémie de Covid-19 a fait fuir.

"Plein de taxis mais pas de passagers", se désole Mohammad, chauffeur de 52 ans, en montrant les lignes de voitures jaunes espérant une course qui ne vient pas à la station Aryachahr, grand terminal de transport dans l'ouest de la capitale iranienne.

Avec l'épidémie qui frappe l'Iran de plein fouet, et Téhéran en particulier, la situation est "catastrophique" pour toute la profession, dit-il à l'AFP. "Comment payer le loyer, la facture d'eau, d'électricité ou encore la voiture", louée ou achetée à crédit, se demande son collègue, Homayoun, 60 ans.

Mohammad en veut au gouvernement et à son insistance sur le respect des règles de distanciation sociale,

qui selon lui, incitent les gens à ne pas prendre les transports en commun.

A Aryachahr, la plupart des chauffeurs ont installé dans l'habitacle de leur véhicule une cloison transparente les isolant des passagers.

En rêvant de clients, tous passent un énième coup de désinfectant sur leur voiture.

Chanceux, Rouhollah, vient de remplir la sienne avec trois passagers. Encore quelques "pschitt" sur les poignées intérieures et il pourra partir.

Selon Aliréza Qanadan, responsable des licences à la municipalité de Téhéran, la capitale compte 80.000 chauffeurs de taxis autorisés par ses services.

Avec plus de 5.700 morts et 90.000 cas de contamination depuis mi-février, selon les derniers chiffres officiels, l'Iran est de loin le pays du Proche et Moyen-Orient le plus tou-

ché par la pandémie.

Ceux qui souffrent le plus de la situation sont les quelque 2.000 chauffeurs de taxi attachés aux deux aéroports (de la capitale) et aux terminaux interurbains" assurant des liaisons longues distances vers d'autres provinces, explique à l'AFP M. Qanadan. "Leurs revenus ont chuté de près de 90%."

Pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, les autorités ont interdit fin mars les déplacements interurbains. Depuis le 20 avril, les Iraniens sont de nouveau autorisés à se déplacer entre les provinces mais on est encore loin d'un retour à une activité normale pour les taxis.

Sur l'ensemble des chauffeurs de la capitale, les recettes quotidiennes affichent en moyenne "une baisse de 64%" par rapport à leurs gains d'avant la crise sanitaire, dit M. Qanadan.

Les taxis circulant dans Téhéran

souffrent du fait que de "nombreuses personnes utilisent leur propre voiture pour se rendre au travail par peur de la maladie", ajoute-t-il.

Une angoisse dont témoigne "Hamid", un internaute qui écrit sur Twitter: "J'allais toujours au boulot en taxi mais maintenant, avec le coronavirus, je suis obligé de prendre ma voiture et de partir de chez moi une heure plus tôt pour trouver une place où me garer".

La municipalité favorise d'ailleurs le recours à la voiture individuelle: face au coronavirus, elle a levé les restrictions à la circulation dans les zones du centre de Téhéran, imposées en temps normal pour lutter contre la pollution.

Pour les taxis et les chauffeurs privés, la reprise progressive de l'activité économique autorisée depuis le 18 avril à Téhéran tarde à produire ses effets.

"Avant le coronavirus, j'attendais

maximum dix minutes pour avoir un passager, mais ces jours-ci je dois parfois rester à un coin de rue pendant deux heures", témoigne Bahram, 37 ans, conducteur de Tapsi, un équivalent iranien d'Uber.

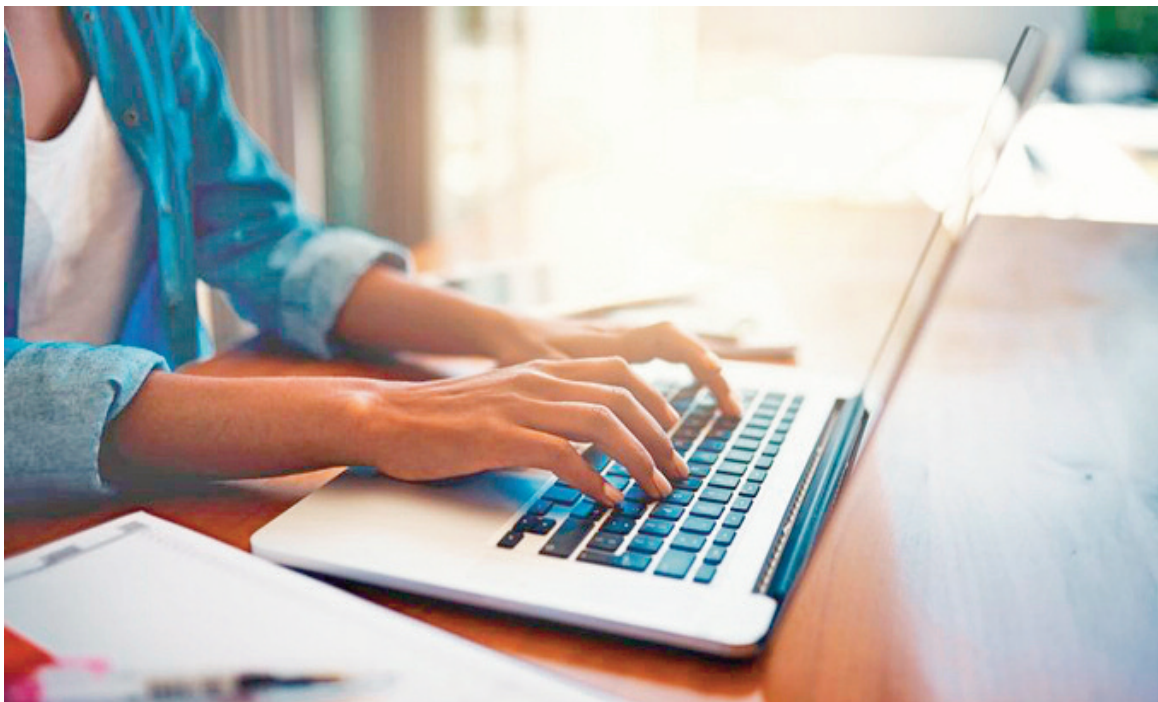
Depuis le Nouvel an iranien, le 20 mars, "je n'ai gagné que 1.200.000 tomans (environ 70 euros au taux du marché libre), moins du tiers de ce que je touchais sans difficulté auparavant" en un mois, raconte-t-il.

Autre chauffeur affilié à Tapsi, Aliréza, 49 ans, parle lui aussi d'une chute de revenu de la même ampleur. Il dit s'en sortir pour l'instant grâce à un prêt que lui a octroyé cette entreprise.

Pour aider les chauffeurs de taxi-travailleurs indépendants, dont 13 sont morts du Covid-19 selon les chiffres de la mairie-, la municipalité a prolongé gratuitement leurs licences de travail, indique M. Qanadan.

Le télétravail au temps du Covid-19

Les prémices d'une intégration dans le système juridique de la fonction publique marocaine



A l'heure actuelle de la pandémie du COVID-19, l'un des principaux défis auxquels est confrontée la fonction publique marocaine est de s'adapter aux changements sociétaux, administratifs et technologiques. Cette question d'adaptabilité s'ajoute à la demande d'un nombre accru de fonctionnaires souhaitant gérer et équilibrer leurs responsabilités professionnelles et personnelles à travers des systèmes d'emploi plus flexibles. Ainsi, l'administration publique est appelée à innover, c'est-à-dire à développer et à adopter de nouvelles pratiques qui créent une discontinuité avec le modèle traditionnel d'organisation du mode de travail dans le secteur public.

Le télétravail est en hausse en raison notamment du développement des innovations dans les technologies de l'information et de la communication, en plus de la transition vers une économie post-industrielle avec l'expansion des activités fondées sur la connaissance. La montée en puissance de nouveaux lieux de travail en commun s'inscrit également dans cette évolution. Certains détracteurs du télétravail dans le secteur public se sont concentrés sur son incompatibilité dans des secteurs qui nécessitent la co-présence de facteurs de travail avec les citoyennes et citoyens, et sur son intérêt tant du point de vue des employeurs étatiques en termes de confiance et de contrôle que des employés sur le plan de la sociabilité.

A cet effet, le télétravail est une innovation organisationnelle de plus en plus demandée pour être intégrée dans le secteur public. Dans le cadre du télétravail, les fonctionnaires vont avoir la possibilité d'effectuer tout ou une partie de leurs tâches à la maison ou dans un autre lieu. L'utilisation du télétravail commence aussi à inspirer et séduire les décideurs politiques comme l'ancien président américain Barack Obama qui a déclaré en 2010 que « attirer et retenir des employés plus productifs et plus engagés grâce à des politiques

de travail flexibles n'est pas seulement bon pour les affaires ou pour notre économie, c'est bon également pour nos familles et notre avenir ».

Le télétravail : un flou conceptuel

Il ne faut pas oublier de noter que l'intérêt pour le télétravail a commencé dans les années 1970 aux Etats-Unis, lorsque le terme « télétravail » a été inventé pour englober le travail à distance depuis le bureau. Ses origines remontent à la crise pétrolière des années 1970 où il a été observé que si les navetteurs abandonnaient de recourir au transport, les Etats-Unis n'auraient pas besoin d'importer du pétrole. Ainsi, Jack M. Nilles, spécialiste de la propulsion des fusées, et son équipe interdisciplinaire à l'Université de Californie du Sud ont reçu une subvention de la National Science Foundation des Etats-Unis pour enquêter sur le « Development of (Public) Policy on the Telecommunications-Transport Tradeoffs ». Il a inventé plus tard les mots télétravail (telework) et télétravail pendulaire (telecommuting) pour décrire de façon plus concise l'intitulé du projet.

Le terme télétravail au début était utilisé pour désigner le travail hors du bureau, en utilisant principalement la communication téléphonique comme substitut de la proximité physique. Cependant, il n'existe pas de consensus sur sa définition exacte. Chacun des utilisateurs du terme donne une signification différente à celle des autres. Dans cette perspective, on peut parler de plusieurs modalités de travail : le télétravail mobile ; le télétravail effectué en tout lieu situé hors des locaux de l'employeur ; le télétravail dans un centre ou un site de bureaux partagés ; et le télétravail à domicile. Le télétravail pourra aussi signifier toute forme de travail effectué par l'intermédiaire des TIC.

Pour affirmer ce flou définitionnel du concept, l'Organisation internationale du travail a mis en évidence dans un rapport daté de 1990

qu'« étant donné la multiplication croissante des réseaux de communication et des nouvelles formes de travail, il est difficile de donner une définition commune du télétravail ; toutefois, certains analystes identifient trois principaux critères conceptuels à cet égard : le mode d'organisation, le lieu d'exécution et la technologie employée ». Dans ce sens, le travail à distance utilisant les nouvelles technologies aura sûrement des impacts sur les changements organisationnels. En conséquence, le télétravail devra être défini comme une forme d'organisation du travail présentant deux caractéristiques importantes : le travail est effectué dans un endroit distinct de l'établissement principal de l'employeur, privant ainsi le travailleur de contacts personnels avec ses collègues qui y sont employés et les nouvelles technologies permettent cette disjonction en facilitant les communications.

L'article 2 de l'Accord-cadre européen de 2002 sur le télétravail, conclu et signé par les partenaires sociaux européens définit le télétravail comme « Une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail utilisant les technologies de l'information, dans le cadre d'un contrat ou d'une relation d'emploi, dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière ».

Télétravail et fonction publique :

Concernant le télétravail dans la fonction publique, le concept a été défini par les textes juridiques qui le régissent. Cependant, très peu de pays disposent d'une législation spécifique au télétravail dans la fonction publique. Le télétravail faisant l'objet d'accords collectifs et certains pays, comme l'Australie, ont une approche globale de la question du télétravail, sans distinction du secteur privé ou public. Pour le Canada, le télétravail est utilisé au sein du ministère de la Justice soit de façon totale ou partielle. ➡➡

►► L'Italie est pionnière dans le domaine du télétravail dans la fonction publique. Dans ce cadre, le décret n°70 du 8 mars 1990 a défini le télétravail dans la fonction publique, en indiquant les caractéristiques, les critères d'installation et les modes d'utilisation des postes de travail, et ce texte a été suivi par la loi du 16 juin 1998 (réforme Bassanini) qui a réglementé clairement le télétravail en distinguant entre le travail à distance et le télétravail.

Pour les autres pays, la réglementation du télétravail a commencé dès le début des années 2000. Il existe une législation du télétravail en Norvège, en Colombie et en Argentine, ainsi qu'en Corée du Sud et aux Pays-Bas pour le secteur public. De même, la République tchèque (2007), la Pologne, la Hongrie (2004) et le Portugal (2003) ont introduit, sous une forme ou une autre, le télétravail dans leur Code du travail.

Concernant les Etats-Unis, l'administration fédérale s'est intéressée au télétravail et l'a intégré via la direction générale des personnels fédéraux (US General Services Administration). Une entité administrative spécifique en charge du développement et du suivi de cette politique au sein de l'ensemble de l'Administration fédérale américaine, (l'Office of Personal Management –OPM) fixe une feuille de route à son directeur. Ce dernier doit établir un rapport annuel engageant, devant le Congrès, la responsabilité de son organisation dans le déploiement du télétravail au sein des agences fédérales. En outre, l'administration fédérale américaine a défini officiellement le télétravail dans la loi de 2010 sur l'amélioration du télétravail (The Telework Enhancement Act of 2010) comme « faisant référence à un arrangement de flexibilité du travail en vertu duquel un employé exerce les fonctions et les responsabilités de son poste, et d'autres activités autorisées, à partir d'un lieu de travail approuvé autre que l'endroit où l'employé travaillerait autrement ».

Le Royaume-Uni a mis en place une diversification de politiques publiques dans le cadre de la flexibilité du travail dans la fonction publique, et ce en se basant sur deux volets : la flexibilité du temps de travail et l'efficacité de l'utilisation du parc immobilier de l'Etat. La flexibilité du temps de travail fait partie de la politique de gestion des ressources

humaines publiques à travers le programme « Flexible Working Hours », introduite en 2003 et vise à permettre aux employés de concilier dans de bonnes conditions leur vie professionnelle et leur vie personnelle (vie familiale, poursuite d'études...). La rationalisation de l'occupation des locaux est elle aussi une préoccupation ancienne et de plus en plus importante. En 2004, la publication « Working Without Walls » de l'Office of Government Commerce (organisme indépendant rattaché au ministère des Finances dont la mission est d'aider le gouvernement à améliorer le rendement de ses dépenses) a proposé des voies de rationalisation et en novembre 2006, cette politique s'est inscrite dans un cadre durable avec le programme « High Performing Property ».

Pour la Suède, le terme « travail flexible » est préféré à celui de « télétravail » et il est entré dans les mœurs et la culture des Suédois. A partir de 1998, l'Etat a mis en place des dispositifs permettant ainsi à tous les secteurs privés et publics de mettre des ordinateurs portables à la disposition des employés, pour usage à domicile. Dès 2004, une loi sur « l'information pour tous » a permis la couverture complète du territoire de ces mesures, désormais avec un réseau national à large bande. De plus, ce mode de travail a, par ailleurs, été encouragé dans les administrations lors des grandes délocalisations d'agences gouvernementales vers le nord du pays au début des années 2000.

L'Espagne a réglementé l'intégration du télétravail dans le secteur public via l'arrêté ministériel Orden/APU/1981/2006 du 21 juin 2006 relatif à la promotion et l'intégration du télétravail dans les secteurs ministériels. Dans la même perspective, un guide identifiant les activités concernées par le télétravail a été publié. Ainsi, ont été exclus du télétravail les fonctions relatives aux postes de responsabilité, le métier du secrétariat et toute activité nécessitant la relation directe avec les citoyennes et citoyens et la présence obligatoire au sein du siège de l'administration. Aussi, le référentiel juridique a identifié les situations où les fonctionnaires peuvent bénéficier du télétravail : la prise en charge familiale, handicap de mobilité, ou sur demande du fonctionnaire. La quotité travail au siège/télétravail

va a été réglementée de 55/45.

La Belgique a légiféré le télétravail via l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif au télétravail et au travail en bureau satellite dans la fonction publique fédérale administrative. En 2017, le législateur belge a développé davantage le télétravail dans la fonction publique fédérale en procédant à un remaniement de plusieurs textes à travers l'arrêté royal du 09 mars 2017 modifiant diverses dispositions en matière de travail flexible dans le secteur public. A cet effet, l'arrêté en question a défini le télétravail comme : « une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière ou de façon occasionnelle ». Ce qui est spécifique dans le cas belge consiste dans l'identification du travail en bureau satellite comme lieu de la pratique du télétravail. Selon le texte, le travail en bureau satellite consiste à « une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui est normalement effectué dans le service d'affectation est effectué dans un bureau satellite, c'est-à-dire un local décentralisé de l'employeur ou mis à la disposition du membre du personnel par l'employeur. Plusieurs employeurs peuvent s'entendre pour aménager ensemble des locaux en vue de les mettre à la disposition des membres de leur personnel ».

Par rapport au cas français, il faut dire que la France a mis 10 ans pour s'adapter aux directives de l'accord européen du 16 juillet 2002. De ce fait, le télétravail n'a été intégré dans la législation du pays qu'en 2012 à travers la loi Sauvadet, n°347-2012 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. Cette loi a été suivie par son décret d'application n°115-2016 en date du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature et qui définit le télétravail comme « toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation ».

En essayant de cadrer le concept général du télétravail et de décrire ses composantes ainsi que son évolution et son intégration dans les systèmes de la fonction publique de plusieurs pays, il s'avère nécessaire de relever plusieurs remarques qu'il faudra prendre en considération lors de la construction juridique du concept et de ses impacts dans le cas du Maroc.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont affecté la configuration spatiale et temporelle du travail. A cet effet, le phénomène du télétravail, emblématique des nouvelles formes flexibles d'organisation du travail, a été largement étudié. Le télétravail fait référence à un autre arrangement de tra-

vail facilité par les TIC qui permet aux employés de travailler physiquement en dehors du lieu de travail conventionnel.

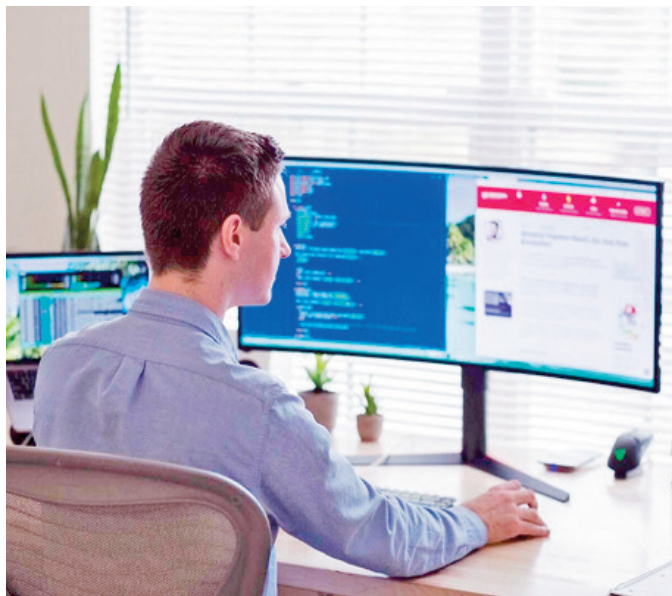
Le télétravail a, donc, pour conséquence un découplage de l'activité professionnelle d'un lieu de travail matériel, comme le bureau, ainsi que des heures de travail prescrites, des horaires de travail, des canevas et des pratiques. Ce découplage remet en cause la théorie traditionnelle de l'organisation et les pratiques du management, en particulier l'exercice du contrôle, basées sur l'observation de l'employé et sa présence en interagissant avec ses collègues. Ce qui veut dire que le télétravail implique une réorganisation de la conduite du travail qui aura des effets variables sur la relation et les pratiques de travail.

Dans ce contexte, il faut se poser la question de savoir si les textes normatifs sur le télétravail qui le traitent comme une solution technologique et appliqués partout conviennent à tous les types d'organisation. Le secteur public des cultures anglo-saxonnes est imprégné de logiques du secteur privé depuis plusieurs décennies, et le télétravail peut donc n'avoir aucune résonance particulière. Mais le Maroc avec sa culture administrative législative à la française a connu une réforme beaucoup plus lente des relations professionnelles en général, alors que la modernisation du secteur public a été plus limitée jusqu'à 2016 où les chantiers de modernisation ont connu un grand élan.

Il y a trois éléments concrets concrets qu'il faut utiliser pour comprendre l'adaptabilité du télétravail dans la fonction publique marocaine : a) les caractéristiques professionnelles, la taille de l'organisation et la gestion bureaucratique, b) l'identification claire des problèmes qui pourront bloquer la gestion des projets de télétravail, notamment ceux relatifs au soutien stratégique et de transparence dans la communication sur le projet, c) la recherche d'une cohérence organisationnelle entre les niveaux et la nature des règles pour donner un sens au projet de télétravail.

En conclusion, il faut dire que le télétravail en lui-même ne va pas générer de résistance chez les fonctionnaires. Ce sont des facteurs culturels plutôt spécifiques à l'organisation du travail qui sont importants. Le télétravail va se faire dans des environnements différents. Et la réforme de l'administration publique marocaine suggère qu'en général, ces nouvelles pratiques peuvent être cohérentes avec le contexte du secteur public. C'est ainsi que la résilience de l'administration marocaine à la pandémie du COVID-19 a démontré que le télétravail est une forme qui va constituer une révolution dans le système de la fonction publique.

Par Mohamed Anouar El Hazziti



Le dirham s'apprécie de 2,61% face à l'euro

Le dirham s'est apprécié de 2,61% par rapport à l'euro et de 2,17% vis-à-vis du dollar, au cours de la période allant du 16 au 22 avril, indique Bank Al-Maghrib (BAM).

Au cours de cette période, aucune opération d'adjudication n'a été réalisée sur le marché des changes, précise BAM dans son dernier bulletin des indicateurs hebdomadaires, ajoutant qu'au 17 avril, les réserves internationales nettes sont restées quasiment à leur niveau de la semaine dernière, soit 286,3 milliards de dirhams (MMDH), alors qu'en glissement annuel, elles ont progressé de 27%.

Bank Al-Maghrib a injecté, au cours de la même semaine, un montant global de 87 MMDH, dont 20 MMDH sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres, 58,6 MMDH sous forme d'opérations de pension livrée, 2 MMDH dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME et 6,1 MMDH au titre des opérations de swap de change, relève le bulletin.

Durant cette période, rapporte la MAP, le taux interbancaire s'est situé à 2,02% en moyenne et le volume quotidien des échanges à 4,4 MMDH, précise le document, ajoutant que la banque centrale a injecté un montant de 39 MMDH sous forme d'avances à 7 jours lors de l'appel d'offres du 22 avril (date de valeur le 23 avril).

Elle a également procédé à des opérations de pension livrée avec un montant de 30 milliards et de swap de change avec un encours de 2,8 MMDH pour des durées d'un mois. Sur le marché boursier, le Masi s'est déprécié de 2,1%, ramenant ainsi sa contre-performance depuis le début de l'année à -26%, selon la même source, notant que cette évolution hebdomadaire de l'indice de référence reflète la baisse des indices sectoriels des "banques" de 4,1%, des "bâtiments et matériaux de construction" de 1,7% et des "télécommunications" de 0,8%. En revanche, les indices des secteurs des "assurances" et de "l'agroalimentaire" ont affiché des hausses respectives de 1,6% et de 0,4%.

Pour ce qui est du volume global des échanges, il a atteint 672,4 millions de dirhams (MDH) contre 413,3 MDH une semaine auparavant. Sur le marché central actions, le volume quotidien moyen a atteint 86,8 MDH, après 71,1 MDH.

Le prix des légumes et du poisson a bondi



Première hausse de l'année de l'indice des prix à la consommation (IPC). Après deux mois de baisse consécutive, observée en janvier (0,1%) et en février (0,2%) derniers, l'IPC a connu un accroissement au cours du mois de mars 2020.

En effet, selon les chiffres publiés par le Haut-commissariat au plan (HCP), l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de mars 2020 s'est affiché en hausse de 0,4% par rapport au mois précédent.

L'accroissement de l'IPC observé en mars dernier est en grande partie attribué à la hausse de 1,3% de l'indice des produits alimentaires et à la baisse de 0,2% de l'indice des produits non alimentaires, a récemment indiqué l'institution publique dans une note d'information relative à l'indice des prix à la consommation du mois de mars 2020.

Pour rappel, en février dernier, l'indice des prix à la consommation s'était replié de 0,2%, après une baisse de l'indice des produits alimentaires et de celui des produits non alimentaires, respectivement de 0,3% et de 0,2%. Un mois plus tôt, il s'était inscrit en baisse suite au recul de 0,4% de l'indice des produits alimentaires et à la hausse de 0,2% de l'indice des produits non alimentaires.

A noter que les hausses des

produits alimentaires observées entre février et mars 2020 ont concerné principalement les «légumes» 6,3%, les «poissons et fruits de mer» (1,9%), les «fruits» (1,7%), les «huiles et graisses» et le «lait, fromage et œufs» (0,4%), les «viandes» (0,3%) et les «boissons non alcoolisées» (0,2%), selon les chiffres publiés par le HCP.

Pour les produits non alimentaires, le Haut-commissariat a indiqué que la baisse a concerné principalement les prix des «carburants», ceux-ci ayant connu un recul de 6,8%.

Il est important de rappeler que les baisses des produits alimentaires observées entre janvier et février 2020 avaient concerné principalement les «poissons et fruits de mer» (1,8%), les «légumes» (1,5%), le «lait, fromage et œufs» (0,5%) et les «viandes» (0,4%).

Dans la même période, les prix avaient en revanche augmenté pour les «fruits» (1,0%) et pour les «huiles et graisses» (0,3%), avait alors souligné le HCP dans une précédente note soulignant, pour les produits non alimentaires, que la baisse avait concerné principalement les prix des «carburants» (5,2%).

En ce qui concerne les hausses les plus importantes de l'IPC observées au cours du mois de mars dans les villes, il ressort des don-

nées statistiques du HCP qu'elles ont été enregistrées à Settat (0,9%), à Al-Hoceima (0,8%), à Meknès et Tétouan (0,7%), à Oujda (0,6%), à Marrakech (0,5%) et à Fès, Rabat, Guelmim, et Beni-Mellal (0,4%).

D'après ces mêmes données, il apparaît en revanche qu'une baisse a été enregistrée au niveau de Dakhla de l'ordre de 0,2%.

Restons dans cette rubrique pour rappeler qu'au cours du mois de février, les baisses les plus importantes de l'IPC avaient été enregistrées à Safi (1,0%), à Meknès

(0,8%), à Settat (0,5%), à Fès (0,4%), à Oujda (0,3%) et à Agadir, Casablanca et Tanger (0,2%).

Au cours de ce même mois, le Haut-commissariat avait en revanche relevé des hausses des prix au niveau de Laâyoune (0,2%) et de Rabat et Dakhla (0,1%).

En glissement annuel d'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,5% au cours du mois de mars 2020 suite à «la hausse de l'indice des produits alimentaires de 2,8% et de celui des produits non alimentaires de 0,7%», a indiqué le HCP.

Pour les produits non alimentaires, l'institution publique a constaté que les variations vont d'une baisse de 1,4% pour le «transport» à une hausse de 2,7% pour l'«enseignement».

Le Haut-commissariat en a déduit que «l'indicateur d'inflation sous-jacente aurait connu au cours du mois de mars 2020 une hausse de 0,2% par rapport au mois de février 2020 et de 0,8% par rapport au mois de mars 2019».

Rappelons également que le même indicateur, qui exclut les produits à prix volatiles et les produits à tarifs publics, avait connu au cours du mois de février dernier une baisse de 0,1% par rapport au mois de janvier 2020 et une hausse de 0,6% par rapport au mois de février 2019.

Alain Bouithy



Après deux mois de baisse consécutive, l'IPC est ressorti en légère hausse en mars dernier

L'ACAPS adopte des mesures prudentielles pour le secteur des assurances

L'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS) a décidé d'assouplir certaines règles prudentielles de manière transitoire et de prendre des mesures d'atténuation pour permettre au secteur des assurances de faire face aux conséquences liées à la crise du Covid-19.

Ces mesures visent à garantir le bon fonctionnement du secteur, à renforcer sa résilience face aux chocs pouvant être induits par la situation actuelle et à protéger les assurés et bénéficiaires de contrats d'assurances, précise l'ACAPS dans un communiqué. Ainsi, l'Autorité a décidé d'adopter un ensemble de mesures d'assouplissement qui couvre la provision pour dépréciation des valeurs de placements, la provision pour risque d'exigibilité ainsi que les provisions pour créances et primes impayées.

Concernant la problématique de la liquidité, l'ACAPS assure qu'elle "suivra avec vigilance, au cas

par cas, la situation des opérateurs et agira, le cas échéant, à travers les différents leviers réglementaires".

En matière de fonds propres, les opérateurs ont été sensibilisés à la nécessité de préserver et de renforcer les fonds propres pour maintenir leurs capacités à soutenir l'économie réelle et à absorber les pertes dans un contexte d'incertitude de plus en plus accrue liée à la situation pandémique actuelle, souligne le communiqué, relevant que "dans cette perspective, une politique raisonnable et responsable de distribution des dividendes par les opérateurs, au titre de l'année 2019, est attendue".

"L'ACAPS continuera d'évaluer en permanence la situation actuelle et suivra de près les conséquences pouvant affecter le secteur des assurances en vue d'apporter les solutions les plus appropriées", conclut le communiqué.

Masen contribue à hauteur de 20 MDH au Fonds spécial

L'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN) a annoncé, récemment, une contribution de 20 millions de dirhams (MDH) au Fonds spécial de gestion de la pandémie du coronavirus créé sur Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI.

"Masen contribue à l'élan de solidarité national à travers une participation financière du groupe et de ses collaborateurs au fonds spécial de solidarité ainsi qu'à travers des actions de soutien sur le terrain", indique l'Agence dans un communiqué.

A cet effort national s'ajoute la contribution des collaborateurs de Masen qui ont également témoigné de leur engagement et solidarité en répondant à l'appel lancé par Masen par une contribution individuelle

équivalente à un mois de salaire au Fonds spécial de gestion de la pandémie, relève la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la responsabilité sociétale de Masen, le groupe a lancé une opération d'aide alimentaire avec la distribution de paniers solidaires au profit de plus de 500 familles des douars et communes limitrophes des complexes Noor Ouarzazate et Noor Midelt, fait savoir le communiqué. Et d'ajouter que le déploiement de moyens importants et la mise en œuvre d'actions solidaires et innovantes tant sur les plans sanitaire, social qu'économique sont essentiels afin de faire face aux répercussions de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

Lancement de "muhub.ma", une plateforme à impact social et économique

La Société Générale Maroc, présidée par Ahmed El Yaoui, et l'Association Maroc Impact ont lancé récemment "muhub.ma", une plateforme agile à impact social et économique pour favoriser l'émergence et l'accélération de projets liés à la gestion de la crise du Covid-19 et pour "mieux vivre" la période de confinement.

Il y a tout juste un mois, Maroc Impact et Société Générale Maroc signent un Mémoire d'Accord

"IMPACT4CHANGE" et décidaient d'unir leurs forces dans une vision ouverte et volontariste déclinée en actions concrètes auprès de ceux qui ont envie d'entreprendre, indique un communiqué du groupe, ajoutant que le lancement du premier projet à impact social et positif (Muhub), était initié en partenariat avec l'Université Hassan II de Casablanca (UH2C).

"La crise sanitaire du Covid-19 impose de facto d'opérationnaliser des actions à impacts positifs et d'urgence. Elle nous questionne sur notre capacité à réagir, à nous adapter, à trouver des solutions et à réorienter les productions vers les besoins induits par la crise", souligne la même source, relevant que c'est pour cette raison que les acteurs ont décidé de consacrer la première action au déploiement d'une plateforme collaborative de solutions d'innovation frugale, baptisée muhub.ma.

Muhub.ma est composé de deux espaces: DABA Solutions et DABA Infos. DABA Solutions (Do Anywhere, Build Anywhere, et Maintenant !) est un espace de mise en réseau pour l'émergence de projets d'innovation locales, favorisant leur changement d'échelle,



rapporte la MAP. Au sein de DABA Solutions, les ingénieurs, les chercheurs, les étudiants, les entrepreneurs sociaux, les acteurs privés partenaires et publics peuvent contribuer ou s'engager ensemble au déploiement de solutions frugales innovantes.

DABA Solutions est donc un espace d'interconnexion pour tous ceux qui veulent agir, chaque partie prenante pouvant soumettre un besoin, proposer une solution, contribuer sous différentes formes, précise le communiqué.

Un Muhub Advisory Board fédérant des experts internationaux marocains, interdisciplinaire et indépendant étudie et valide les solutions proposées sur la base de critères prédéfinis: réponse à une

problématique liée au Covid-19, capacité à présenter un prototype, intérêt général du projet, répliquabilité et potentiel d'exportabilité.

DABA Solutions contribue ainsi à construire une économie du partage et une société dynamique, circulaire, guidée par le bon sens, le partage, la créativité et l'agilité.

"Et parce que cette période de crise nous impose d'agir tout en respectant le confinement, parce que rester chez soi est aussi une façon d'agir pour endiguer la pandémie, muhub.ma met aussi à la disposition des communautés un espace d'informations, Daba Info, pour "mieux-vivre" cette période si particulière", note la même source.

Daba Info est un espace qui

rassemble les informations clés, utiles et pratiques sur des sujets aussi divers et variés que l'actualité liée à la crise, le télétravail, les services accessibles en ligne, les numéros utiles, les bons plans pour se cultiver, se divertir et s'évader par la pensée. Impulsé par le Maroc, Muhub a pour vocation d'essaimer sur l'ensemble du continent africain pour apporter des solutions entrepreneuriales, innovantes et frugales et ainsi contribuer à une économie africaine régénératrice. "En effet, si Daba Solutions est un espace commun à tous nos apporteurs de solutions panafricains, Daba Info sera déclinée pour d'autres pays afin de mieux vivre la période de confinement", conclut le communiqué.

Favoriser l'émergence et l'accélération de projets liés à la gestion de la crise du Covid-19

La majorité des entreprises s'attendent à une augmentation des délais de paiement d'au moins 60 jours après la reprise

Près de 61,6% des entreprises s'attendent à une augmentation des délais de paiement d'au moins 60 jours après la reprise, ce qui aura un impact sur leur liquidité et solvabilité, selon les résultats préliminaires d'une enquête de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) relative aux répercussions de la crise du Covid-19 sur l'activité économique.

Dans le détail, les résultats de cette enquête, à laquelle ont participé 1.820 entreprises, font ressortir que 28,3% des répondants s'attendent à une augmentation de plus de 90 jours supplémentaires, 12,7% de

90 jours, 20,6% de 60 jours alors que 16,8% des entreprises ont déclaré que les délais de paiement vont se maintenir.

S'agissant de l'impact de la pandémie sur l'activité, 815 entreprises interrogées ont vu leur activité, pendant les trois premiers mois, baisser de plus de 50% et 301 entreprises ont déclaré une baisse entre 30% et 50%.

Par secteur, les entreprises touristiques ont annoncé une baisse des effectifs de 78,24% en mars 2020, comparativement à la même période de 2019 et une chute du chiffre d'affaires de 66,74%. Les promoteurs

immobiliers ont déclaré aussi une baisse de leurs chiffres d'affaires de 68,75%, les entreprises d'artisanat de 61,67%, celles opérant dans le domaine culturel de 58,86%, du textile de 54,13% et médiatiques de 51,15%.

L'enquête révèle également que 71,4% des entreprises questionnées ont demandé au moins un report d'échéance (bancaire, fiscale, sociale), tandis que 22,8% des répondants ont demandé 3 reports en même temps.

"Ces reports vont grever les liquidités futures des entreprises à la relance", explique la CGEM.

Quant à l'impact de la pandémie sur le maintien de l'emploi, les entreprises sondées craignent la perte de 165.586 emplois, soit 55,11% de leurs effectifs. Les activités ayant enregistré une baisse de plus de 50% de chiffre d'affaires craignent de perdre 100.000 emplois.

En outre, 39,2% d'entreprises ont déclaré avoir bénéficié de l'indemnité forfaitaire financée par le Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus, 48,8% ne l'ont pas fait mais restent attentives à l'évolution des événements, tandis que 12% n'ont pas l'intention d'en bénéficier. "Ces réponses lais-

sent présager un possible doublement des demandes de l'indemnité forfaitaire", commente la CGEM.

Cette enquête, lancée à partir du 17 avril, s'inscrit dans le cadre des travaux du Comité Sortie Covid-19 de la CGEM. Les résultats préliminaires sont basés sur les réponses au questionnaire au 23 avril 2020. Après élimination de doublons et de réponses incohérentes, 1.740 réponses ont été retenues.

Les entreprises sondées représentent les différents secteurs d'activités, 452 opèrent à l'export et 90% sont des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME).



Les kick-boxeurs marocains à la recherche d'alternatives pour briser la monotonie du confinement

Face au confinement imposé par la pandémie du nouveau coronavirus, le mode de vie et le mental de nombreux champions marocains de kick-boxing et de muay-thaï se retrouvent perturbés, souffrant de l'absence de compétitions qui, en règle générale, rythment leurs journées notamment lors des préparatifs qui précèdent les grandes manifestations sportives. Ces athlètes se sont retrouvés face à une situation psychologique inédite qui les a conduits à rechercher des voies alternatives leur permettant de briser la monotonie imposée par la période de confinement.

Les athlètes marocains, qui nourrissent leur optimisme et leur joie de vivre à travers la pratique de leurs sports préférés, ont éprouvé des difficultés à s'accommoder à la situation actuelle imposée par la pandémie, a indiqué le conseiller technique de la Fédération Royale marocaine de kick-boxing, muay-thaï, savate et sports assimilés, Lahcen Hilali.

Ces sportifs ont commencé à chercher des alternatives pour s'adapter aux nouveaux modes d'entraînements, qui se font désormais à domicile avec les moyens du bord, a ajouté M. Hilali dans une déclaration à la MAP.

Dans ce sens, les kick-boxeurs marocains ont pu participer à un championnat arabe virtuel de "shadow kick-boxing" lancé il y a une semaine par l'Union arabe de la discipline, a-t-il fait savoir, notant que cet événement exceptionnel a été accueilli à bras ouverts par les athlètes qui y ont trouvé une échappatoire pour rompre la routine du confinement.

Cette compétition spéciale n'a nécessité qu'une vidéo des kick-boxeurs en train d'exécuter toutes les techniques autorisées de la discipline face à un adversaire imaginaire, a expliqué M. Hilali, ajoutant qu'un jury est chargé de noter les participants après l'évaluation de leurs performances suivant des critères spécifiques portant sur la bonne exécution des techniques de kata, la rapidité et le rythme de

l'exécution.

A l'instar des participations marocaines lors des précédentes compétitions arabes, les résultats des Nationaux ont été remarquables, s'est félicité M. Hilali, notant que la plupart des kick-boxeurs marocains ont, jusqu'à présent, franchi la première étape de la compétition.

Le technicien national a souligné que la direction technique de la Fédération Royale marocaine de kick-boxing, muay-thaï, savate et sports assimilés veille à encourager les athlètes à poursuivre leur entraînement à domicile afin de surmonter cette épreuve, en attendant la reprise qui dépendra des décisions dictées par l'évolution de la situation sanitaire du pays.

Le contact permanent entre la direction technique et les sportifs nationaux vise à les encourager à poursuivre leurs entraînements afin de maintenir une bonne condition physique, a soutenu M. Hilali, également président du comité du professionnalisme.

La plupart de ces kick-boxeurs avaient en-

tamé un stage de préparation à huis clos au Centre national des sports Moulay Rachid, en prévision de la deuxième édition du Championnat d'Afrique de muay-thaï en Tunisie. Mais cette compétition a été annulée à la dernière minute en raison des mesures de précaution visant à limiter la propagation de la pandémie, a signalé le technicien.

L'équipe nationale devait également effectuer d'autres stades d'entraînement en vue de sa participation au Championnat du monde de muay-thaï, initialement prévu en juin à Abu Dhabi. Or cette compétition a été reportée au mois d'octobre par la Fédération internationale. Ces reports constituent une opportunité à saisir pour les Marocains comme Soufiane Merzak, champion du monde de full-contact et Meriam Moubarik championne du monde de muay-thaï, qui auront plus de temps pour se préparer convenablement à ces échéances, a conclu le conseiller technique de la Fédération.

Nadal : Je suis très pessimiste quant à la possibilité que le circuit puisse reprendre une activité normale



L'Espagnol Rafael Nadal, N.2 mondial, s'est dit dimanche "très pessimiste" concernant les chances d'une reprise prochaine du tennis professionnel dans des conditions "normales", en raison de la pandé-

mie de nouveau coronavirus.

"Je suis très pessimiste quant à la possibilité que le circuit puisse reprendre une activité normale", a reconnu le lauréat de 19 tournois du Grand Chelem, dont 12 Roland-Garros, lors d'un +chat+ organisé par la Fédération espagnole de tennis (RFET) avec l'équipe espagnole vainqueur de la Coupe Davis l'an dernier.

"Dans le tennis, vous devez voyager chaque semaine, séjourner à l'hôtel, aller dans différents pays... Même si les matches sont joués sans public, l'organisation d'une compétition nécessite la participation de nombreuses personnes. Au niveau international, je vois un sérieux problème", a ajouté Nadal, qui avait déjà exprimé ses doutes mi-avril sur la tenue d'un "grand

tournoi" à "proche ou moyen terme".

Le tennis mondial est à l'arrêt depuis début mars et jusqu'à mi-juillet au moins, après notamment le report de Roland-Garros à l'automne et l'annulation historique de Wimbledon.

Nadal s'est associé à ses grands rivaux Novak Djokovic et Roger Federer pour défendre la création d'un fonds d'aide aux joueurs mis en difficulté par la paralysie du tennis mondial.

Mais pour l'Espagnol, la priorité reste la lutte contre la pandémie.

"Nous avons vécu un mois et demi très dur, avec de nombreuses pertes irréparables et d'autres moins importantes, mais qui vont provo-

quer une grande souffrance dans la société sur le plan économique, j'espère que cela ne durera que quelques mois", a déclaré Nadal qui a lancé le mois dernier avec le basketteur Pau Gasol un appel aux sportifs espagnols pour donner de l'argent à la Croix-Rouge.

Le Covid-19 a fait 23.190 morts en Espagne, pays qui a payé le plus lourd tribut à la maladie derrière les Etats-Unis et l'Italie, mais qui commence à alléger un des confinements les plus stricts au monde.

Les Espagnols seront ainsi de nouveau autorisés à se promener ou à faire du sport individuellement à partir de samedi prochain si la contagion continue à ralentir, a annoncé samedi soir le Premier ministre Pedro Sanchez.

Les sportifs italiens de haut niveau reprendront le chemin des entraînements en mai

Aucune date pour la reprise du Calcio

Le gouvernement italien va autoriser les sportifs de haut niveau à reprendre l'entraînement en mai, a annoncé dimanche le Premier ministre, qui n'a en revanche pas tranché quant à la date d'une éventuelle reprise du championnat de football italien.

Dès le 4 mai, "les entraînements seront autorisés, mais sans rassemblement et à huis clos" pour les sports individuels, a dit Giuseppe Conte lors d'une allocution destinée à détailler son plan de redémarrage du pays.

En revanche, pour les sports collectifs, ce "feu vert" ne sera donné que le 18 mai, a-t-il ajouté.

Une décision quant à une reprise des compétitions interrompues par le confinement du pays, n'a en revanche pas été prise.

Concernant le championnat de football italien, à l'arrêt depuis le 9 mars, M. Conte a simplement indiqué que la Serie A "ne reprendra que lorsque que les

conditions de sécurité seront réunies".

Passion nationale en Italie, le football professionnel a répété à plusieurs reprises sa volonté de finir la saison en cours. Jeudi, la fédération a réaffirmé sa détermination à reprendre la compétition et sa volonté de repousser "au 2 août la fin de la saison sportive 2019-2020".

Mais selon un sondage rendu public dimanche par l'agence AGI, deux Italiens sur trois sont hostiles à une reprise des compétitions de football en raison de la situation sanitaire dans ce pays qui est un des plus durement touchés au monde par la pandémie, avec près de 27.000 morts.

Un sur deux y reste hostile même si cela devait se faire à huis clos. Et cette opposition majoritaire concerne aussi les supporters de football.

Ce jeudi, le président de la Ligue allemande Christian Seifert a indiqué que la Bundesliga, à l'arrêt depuis la mi-mars, était "prête" à reprendre le 9 mai, si les



autorités allemandes donnaient leur feu vert.

L'UEFA a de son côté fait savoir que les places dans les compétitions européennes devraient être attribuées au "mérite sportif", coupant ainsi court au scénario d'une "saison blanche" qui aurait

vu les clubs ayant participé à la Ligue des champions 2019-2020 automatiquement reconduits pour la prochaine édition.

La confédération européenne continue de pousser pour "achever les compétitions nationales actuellement suspendues".

La Liga pas avant l'été

Promettre un retour du championnat de football avant l'été "serait imprudent", a jugé dimanche le ministre espagnol de la Santé Salvador Illa.

"Je ne peux pas vous dire maintenant si le football professionnel va pouvoir reprendre son activité avant l'été. Ce serait imprudent de ma part", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse quotidienne sur l'évolution de la pandémie de nouveau coronavirus.

Le ministre s'est montré prudent sur le plan de la Ligue professionnelle, qui souhaite tester tous les joueurs afin de reprendre les entraînements puis la compétition, à l'arrêt depuis le 12 mars.

"Les tests de diagnostic doivent être mis à disposition des régions, peu importe leur type", selon les règles édictées par le ministère, a rappelé Salvador Illa.

Avant de pouvoir retourner sur les terrains, les footballeurs devront d'abord passer un test de détection de la maladie du Covid-19. Les contrôles continueront pendant la préparation.

Le foot biélorusse gagne le monde mais les stades se vident

Seul d'Europe à continuer malgré la pandémie de nouveau coronavirus, le football biélorusse est sous le feu des projecteurs étrangers. Certains joueurs s'inquiètent, d'autres veulent en profiter pour briller même si les supporters nationaux boycottent.

Dans les arènes, il reste des irréductibles. Yahor Khavanski, 26 ans, reconnaît "une petite crainte" mais ne déroge pas à la tradition dimanche et ira au stade.

Il prendra son masque, son écharpe du FK Sloutsk et assistera "en essayant de ne toucher à rien" à la rencontre entre son équipe et le Bels-hina Bobrouïsk, pour la 6e journée du championnat du Bélarus.

Joint au téléphone par l'AFP, le jeune homme admet être parmi les derniers: "Le stade peut accueillir 2.000 personnes mais au dernier match, il y avait environ 300 personnes. Ils étaient libres de s'installer où ils voulaient pour garder leurs distances".

Pas question pour lui de renoncer car il y a "autant de probabilités d'être contaminé dans les transports en commun ou les magasins".

En effet, malgré les recommandations de

l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont une délégation a récemment visité le pays, le Bélarus, sous l'impulsion de son impétueux et autoritaire président Alexandre Loukachenko, se refuse à imposer des mesures de confinement.

La Fédération biélorusse de football (BFF) n'a aucune intention d'interrompre ses compétitions, assurant se fier à l'avis des autorités nationales.

Cette semaine, elle a même annoncé la reprise le 30 avril du championnat féminin, reporté de deux semaines après la mise en quarantaine de joueuses en contact avec des malades du Covid-19.

Pourtant, le pays compte déjà 9.750 cas de coronavirus pour 9,5 millions d'habitants, plus que chez le voisin ukrainien quatre fois plus peuplé et où le confinement est la règle.

Sur le papier, la poursuite du championnat est une aubaine: le football biélorusse n'a jamais été autant suivi à l'étranger.

Mi-mars, la principale chaîne sportive russe en a acheté les droits, onze autres pays ont suivi, dont l'Inde et Israël. Les clubs se sont eux créés des comptes Twitter en anglais.

La pandémie pourrait même sauver le FK Sloutsk.

Comme tous les clubs du Bélarus, son unique sponsor est une entreprise d'Etat: l'usine de sucre locale. "Mais l'industrie du sucre est en déclin", raconte à l'AFP le président du club, Vitali Bounos.

Cependant, le directeur de l'usine est en prison pour une affaire de corruption et sans son sponsor, "les finances du club sont catastrophiques", explique-t-il.

Depuis un mois, mi-amusés mi-sérieux, des fans de foot du monde entier se sont pris de passion pour l'équipe et des Australiens ont créé un groupe Facebook et une cagnotte.

"Un afflux surprenant mais bienvenu", sourit le président.

Reste que malgré cet attrait international, les tribunes du pays se vident: le week-end dernier, seuls 2.383 spectateurs ont assisté à l'ensemble des huit matches de la 5e journée. Dinamo Minsk - Neman Grodno, dans le plus grand stade du pays, s'est joué devant... 317 personnes.

La faute notamment à une fronde des supporters. Fin mars, les fans de Grodno (ouest) ont

dénoncé les "mensonges" sur la situation épidémiologique et appelé la BFF à "avoir enfin le courage d'arrêter le championnat".

Dans la foulée, les groupes de supporters des principaux clubs ont annoncé qu'ils ne suivraient plus leur équipe.

Plusieurs joueurs, essentiellement étrangers, ont également dit souhaiter l'arrêt des matches. "C'est un peu effrayant", a commenté la semaine dernière sur Instagram l'ex-international ukrainien Artem Milevsky après une rencontre à Vittebsk, second foyer de coronavirus après la capitale.

Dans la presse brésilienne, le milieu de terrain du Dinamo Minsk, Danilo, s'interroge: "Si les grands championnats s'arrêtent, pourquoi pas ici? Il faut suivre la même voie".

A l'inverse, ceux qui comptent profiter du moment: "C'est un plus que ça continue, ça nous fait de la pub si on joue bien", explique à l'AFP le franco-arménien Aik Musahagian, milieu de l'Enegetik-BGU.

"On a un effectif jeune et les jeunes veulent se montrer. C'est une chance! Il n'y a pas de crainte et on respecte toutes les consignes".

Libé Ramadan

Les savants de l'Islam

Abu Al-Qasim

Une vie pour la médecine et la chirurgie

Abu Al-Qasim, ou Abū al-Qāsim Khalaf ibn Abī al-Zahrāwī, connu en Occident sous le nom Abulcassid ou Albucassis, (né à Madinat Al-Zahra (Al-Andalus) v. 940 - mort à Cordoue (en 1013) est l'un des plus grands chirurgiens du monde musulman.

Il naît vers 940, à El Zahra, petit village situé à quelques kilomètres au nord-ouest de Cordoue, en Andalousie où il passera toute sa vie, sous le règne des califes omeyyades Abderrahmane III et Al Hakam II.

On ne sait que peu de choses de sa vie en dehors de ce qu'on apprend par ses ouvrages. Ses observations médicales concernent de hautes personnalités comme des esclaves, des musulmans comme des chrétiens ou des juifs. Cela indique son importance et l'étendue de ses relations. Abu Al-Qasim était médecin à la cour du calife Al-Hakam II, puis celui d'Almanzor (Al Mansour), vizir et chef militaire.

Il passa presque toute sa vie à Al Zahra, une ville aujourd'hui disparue, à l'ouest et non loin de Cordoue. C'est là qu'il étudia, enseigna et pratiqua la médecine et la chirurgie jusqu'en 1011, date à laquelle Al Zahra fut pillée, et le palais de Madinat Al-Zahra détruit lors de la guerre civile au sein du califat. Il dévoua toute sa vie à l'avancement de la médecine et de la chirurgie.

Son nom apparaît pour la première fois dans les écrits d'Abu Muhammad Ibn Hazm (993 - 1064), qui le plaçait parmi les plus grands médecins de l'Espagne mauresque. Sa première biographie détaillée fut écrite soixante ans après sa mort par Al-Humaydi, dans son ouvrage Jadhwat al-Muqtabis (Des savants andalous). Léon l'Africain, au XVIe siècle, le mentionne dans une courte notice.

Œuvre majeure

Son grand ouvrage, Al-Tasrif (La pratique), est une encyclopédie médicale qui fait le bilan des connaissances médico-chirurgicales de son époque, confrontées à l'expérience personnelle de son auteur.

C'est surtout la partie chirurgicale de son œuvre (soit un cinquième de son encyclopédie) qui intéresse très tôt l'Occident. Elle est traduite en latin au XIIe siècle par Gérard de Crémone pour devenir une référence chirurgicale. Au XIVe siècle, le traité

de chirurgie du français Guy de Chauliac en contient 173 citations littérales. Pietro Argallata dépeint Al-Qasim comme étant « sans l'ombre d'un doute le roi des chirurgiens ». On connaît aussi une version en hébreu, et une autre en provençal. Son livre chirurgical est imprimé à Venise à la fin du XVIe siècle (1497 ou 1500 selon les sources), il est donc édité en Occident avant les premières éditions de Galien (1525) et Hippocrate (1526). Au cours du XVIe siècle, il est toujours cité, notamment par le chirurgien français Jacques Daléchamps, ou l'Italien Fabrice d'Aquapendente, et il a beaucoup inspiré Ambroise Paré.

Le Kitab al-Tasrif (Le Livre de la méthode [médicale] pour celui qui paresse d'écrire), traite en trente volumes tous les domaines de la médecine et de la chirurgie. Selon J.C. Sournia, « c'est le document chirurgical le plus complet écrit pendant le premier millénaire de notre ère ».

Abulcassis rend souvent hommage aux grands anciens comme Hippocrate, Galien, et Celse. Il s'inspire aussi de Paul d'Égine, dont une partie de l'œuvre ne nous est pas parvenue.

Le Kitab Al-Tasrif est divisé en trois parties : 1) sur la théorie et les généralités de la médecine, 2) sur les maladies : le régime chez l'enfant et les vieillards, la goutte, les rhumatismes, les abcès, les plaies, les poisons et les venins, les affections externes de la peau et la fièvre, 3) sur la chirurgie.

Le traité sur la chirurgie est divisé en 3 livres, tous organisés dans l'ordre « de la tête aux pieds », avec représentation illustrée (ce qui est rare dans les manuscrits musulmans) de tous les instruments nécessaires pour opérer. Ces représentations perdent de leur qualité au fur et à mesure de leurs copies. En 1998, on connaît 42 copies manuscrites en arabe, 27 en latin, 1 en hébreu et 1 en provençal, dispersées dans les plus grandes bibliothèques occidentales et du monde musulman ; celle en provençal est à la bibliothèque de Montpellier).

- Le livre premier est consacré aux cautérisations.

- Le livre deux traite des incisions et perforations, saignées et ventouses, blessures et extractions de flèches.



- Le livre trois traite de traumatologie osseuse (fractures, luxations, entorses...) et de questions diverses.

Les fondamentaux d'Abu Al-Quasim

C'est le premier auteur à mettre au clair quelques principes fondamentaux, évidents aujourd'hui, mais qui n'existaient pas avant lui.

La chirurgie doit se baser sur un savoir anatomique, le plus approfondi possible, et non pas se baser sur une pratique aveugle par ignorance.

La chirurgie opératoire évolue entre deux pôles : l'un qui est sûr et compatible avec la santé du malade, et l'autre qui est dangereux et risqué pour le malade. Pour chaque opération, l'auteur signale les dangers possibles et les moyens de les éviter.

La chirurgie est une branche de la médecine. Le chirurgien doit être cultivé et instruit de tous les grands anciens, mais il doit aussi confronter ce savoir avec les réalités de sa pratique quotidienne (observer et juger par lui-même).

Le chirurgien doit être prudent et circospect pour lui-même, doux et persévérant pour ses malades, et être un père pour ses élèves (son traité sur la chirurgie commence par « mes enfants »).

Avancées chirurgicales

Abu Al-Qasim a réalisé, décrit et complété de nombreux gestes chirurgicaux. Il n'a pas toujours obtenu le mérite de ses avancées médicales : il avait déjà décrit dans son Al-Tasrif la méthode que l'on appelle aujourd'hui « Kocher » pour le traitement d'une épaule disloquée, ainsi que la position « Walcher » en obstétrique. Il avait déjà décrit comment ligaturer des vaisseaux sanguins

des siècles avant qu'Ambroise Paré ne popularise la méthode. Il fut également le premier à écrire des livres sur les appareils dentaires et à avoir décrit la nature héréditaire de l'hémophilie. Il est aussi le premier, en 963, à avoir décrit la grossesse extra-utérine, alors mortelle.

Jugements sur Abulcassis

Au siècle des Lumières :

« Ricius prétend que ce médecin arabe a écrit avec beaucoup de clarté, de précision et de netteté. Tout le monde en convient. Il paraît exceller dans la partie diagnostique et dans la description des symptômes des maladies ; on doit même avouer que sa façon d'écrire est fort méthodique, et que, pour cette raison, il mérite qu'on fasse cas de ses ouvrages (...) Il a fait preuve de la plus grande probité dans l'exercice de sa profession (...) Il conseille de ne jamais entreprendre, par avidité de gain, la cure d'un mal que l'on est incapable de traiter et dont la cause nous est inconnue ».

En 1986 :

«Ce serait une grande erreur de croire ces techniques rudimentaires et anachroniques : elles ont été en usage jusqu'à l'ère de l'asepsie, de l'antisepsie et de la radiographie ; des hommes comme Dupuytren, Malgaigne et les grands chirurgiens de l'Empire ne faisaient pas mieux qu'Abulcassis. Et aujourd'hui à la surface de la terre (...) la chirurgie moderne est inconnue de trois milliards d'hommes. Ce serait un bienfait pour l'humanité que de transmettre à tous les guérisseurs, les sorciers et les chamans de la brousse, de la savane, de la forêt ou du désert, les connaissances d'Abulcassis ».

La Peste (1947)

Il est aussi raisonnable de représenter une espèce d'emprisonnement par une autre que de représenter n'importe quelle chose qui existe réellement par quelque chose qui n'existe pas.

DANIEL DE FOE.

– Ce sont des choses qui arrivent. C'était une petite femme aux cheveux argentés, aux yeux noirs et doux.

– Je suis heureuse de te revoir, Bernard, disait-elle. Les rats ne peuvent rien contre ça.

Lui approuvait ; c'était vrai qu'avec elle tout paraissait toujours facile.

Rieux téléphona cependant au service communal de dératisation, dont il connaissait le directeur. Celui-ci avait-il entendu parler de ces rats qui venaient en grand nombre mourir à l'air libre ? Mercier, le directeur, en avait entendu parler et, dans son service même, installé non loin des quais, on en avait découvert une cinquantaine. Il se demandait cependant si c'était sérieux. Rieux ne pouvait pas en décider, mais il pensait que le service de dératisation devait intervenir.

– Oui, dit Mercier, avec un ordre. Si tu crois que ça vaut vraiment la peine, je peux essayer d'obtenir un ordre.

– Ça en vaut toujours la peine, dit Rieux.

Sa femme de ménage venait de lui apprendre qu'on avait collecté plusieurs centaines de rats morts dans la grande usine où travaillait son mari.

C'est à peu près à cette époque en tout cas que nos concitoyens commencèrent à s'inquiéter. Car, à partir du 18, les usines et les entrepôts dégorgeaient, en effet, des centaines de cadavres de rats. Dans quelques cas, on fut obligé d'achever les bêtes, dont l'agonie était trop longue. Mais, depuis les quartiers extérieurs jusqu'au centre de la ville, partout où le docteur Rieux venait à passer, partout où nos concitoyens se rassemblaient, les rats attendaient en tas, dans les poubelles, ou en longues files, dans les ruisseaux. La presse du soir s'empara de l'affaire, dès ce jour-là, et demanda si la municipalité, oui ou non, se proposait d'agir et quelles mesures d'urgence elle avait envisagées pour garantir ses administrés de cette invasion répugnante. La municipalité ne s'était rien proposé et n'avait rien envisagé du tout mais commença par se réunir en conseil pour délibérer. L'ordre fut donné au service de dératisation de collecter les rats morts, tous les matins, à l'aube. La collecte finie, deux voitures du service devaient porter les bêtes à l'usine d'incinération des ordures, afin de les brûler.

Mais dans les jours qui suivirent, la situation s'aggrava. Le nombre des rongeurs ramassés allait croissant et la récolte était tous les matins plus abondante. Dès le quatrième jour, les rats commencèrent à sortir pour mourir en groupes. Des réduits, des sous-sols, des caves, des égouts, ils montaient en longues files titubantes pour venir vaciller à la lumière, tourner sur eux-mêmes et mourir près des humains. La nuit, dans les couloirs ou les

Albert Camus La peste



ruelles, on entendait distinctement leurs petits cris d'agonie. Le matin, dans les faubourgs, on les trouvait étalés à même le ruisseau, une petite fleur de sang sur le museau pointu, les uns gonflés et putrides, les autres raidis et les moustaches encore dressées. Dans la ville même, on les rencontrait par petits tas, sur les paliers ou dans les cours. Ils venaient aussi mourir isolément dans les halls administratifs, dans les préaux d'école, à la terrasse des cafés, quelquefois. Nos concitoyens stupéfaits les découvraient aux endroits les plus fréquentés de la ville. La place d'Armes, les boulevards, la promenade du Front-de-Mer, de loin en loin, étaient souillés. Nettoyée à l'aube de ses bêtes mortes, la ville les retrouvait peu à peu, de plus en plus nombreuses, pendant la journée. Sur les trottoirs, il arrivait aussi à plus d'un promeneur nocturne de sentir sous son pied la masse élastique d'un cadavre encore frais. On édit dit que la terre même où étaient plantées nos maisons se purgait de son chargement d'humours, qu'elle laissait monter à la surface des furoncles et des sanies qui, jusqu'ici, travaillaient intérieurement. Qu'on envisage seulement la stupéfaction de notre petite ville, si tranquille jusque-là, et bouleversée en quelques jours, comme un homme bien portant dont le sang épais se mettrait tout d'un coup en révolution !

Les choses allèrent si loin que l'agence Ransdoc (renseignements, documentation, tous les renseignements sur n'importe quel sujet) annonça, dans son émission radiophonique d'informations

gratuites, six mille deux cent trente et un rats collectés et brûlés dans la seule journée du 25. Ce chiffre, qui donnait un sens clair au spectacle quotidien que la ville avait sous les yeux, accrût le désarroi. Jusqu'alors, on s'était seulement plaint d'un accident un peu répugnant. On s'apercevait maintenant que ce phénomène dont on ne pouvait encore ni préciser l'ampleur ni déceler l'origine avait quelque chose de menaçant. Seul le vieil Espagnol asthmatique continuait de se frotter les mains et répétait : « Ils sortent, ils sortent », avec une joie sénile.

Le 28 avril, cependant, Ransdoc annonçait une collecte de huit mille rats environ et l'anxiété était à son comble dans la ville. On demandait des mesures radicales, on accusait les autorités, et certains qui avaient des maisons au bord de la mer parlaient déjà de s'y retirer. Mais, le lendemain, l'agence annonça que le phénomène avait cessé brutalement et que le service de dératisation n'avait collecté qu'une quantité négligeable de rats morts. La ville respira.

C'est pourtant le même jour, à midi, que le docteur Rieux, arrêta sa voiture devant son immeuble, aperçut au bout de la rue le concierge qui avançait péniblement, la tête penchée, bras et jambes écartés, dans une attitude de pantin. Le vieil homme tenait le bras d'un prêtre que le docteur reconnut. C'était le père Paneloux, un jésuite érudit et militant qu'il avait rencontré quelquefois et qui était très estimé dans notre ville, même parmi ceux qui sont indifférents en matière de

religion. Il les attendit. Le vieux Michel avait les yeux brillants et la respiration sifflante. Il ne s'était pas senti très bien et avait voulu prendre l'air. Mais des douleurs vives au cou, aux aisselles et aux aines l'avaient forcé à revenir et à demander l'aide du père Paneloux.

– Ce sont des grosseurs, dit-il. J'ai dû faire un effort.

Le bras hors de la portière, le docteur promena son doigt à la base du cou que Michel lui tendait ; une sorte de nœud de bois s'y était formé.

– Couchez-vous, prenez votre température, je viendrai vous voir cet après-midi.

Le concierge parti, Rieux demanda au père Paneloux ce qu'il pensait de cette histoire de rats :

– Oh ! dit le père, ce doit être une épidémie, et ses yeux sourirent derrière les lunettes rondes.

Après le déjeuner, Rieux relisait le télégramme de la maison de santé qui lui annonçait l'arrivée de sa femme, quand le téléphone se fit entendre. C'était un de ses anciens clients, employé de mairie, qui l'appela. Il avait longtemps souffert d'un rétrécissement de l'aorte, et, comme il était pauvre, Rieux l'avait soigné gratuitement.

– Oui, disait-il, vous vous souvenez de moi. Mais il s'agit d'un autre. Venez vite, il est arrivé quelque chose chez mon voisin.

Sa voix s'essouffait. Rieux pensa au concierge et décida qu'il le verrait ensuite. Quelques minutes plus tard, il franchissait la porte d'une maison basse de la rue Faidherbe, dans un quartier extérieur. Au milieu de l'escalier frais et puant, il rencontra Joseph Grand, l'employé, qui descendait à sa rencontre. C'était un homme d'une cinquantaine d'années, à la moustache jaune, long et voûté, les épaules étroites et les membres maigres.

– Cela va mieux, dit-il en arrivant vers Rieux, mais j'ai cru qu'il y passait.

Il se mouchait. Au deuxième et dernier étage, sur la porte de gauche, Rieux lut, tracé à la craie rouge : « Entrez, je suis pendu. »

Ils entrèrent. La corde pendait de la suspension au-dessus d'une chaise renversée, la table poussée dans un coin. Mais elle pendait dans le vide.

– Je l'ai décroché à temps, disait Grand qui semblait toujours chercher ses mots, bien qu'il parlât le langage le plus simple. Je sortais, justement, et j'ai entendu du bruit. Quand j'ai vu l'inscription, comment vous expliquer, j'ai cru à une farce. Mais il a poussé un gémissement drôle, et même sinistre, on peut le dire.

Il se grattait la tête :
– À mon avis, l'opération doit être douloureuse. Naturellement, je suis entré.

Ils avaient poussé une porte et se trouvaient sur le seuil d'une chambre claire, mais meublée pauvrement. Un petit homme rond était couché sur le lit de cuivre. Il respirait fortement et les regardait avec des yeux congestionnés. Le docteur s'arrêta. Dans les intervalles de la respiration, il lui semblait entendre des petits cris de rats. Mais rien ne bougeait dans les coins. Rieux alla vers le lit. L'homme n'était pas tombé d'assez haut, ni trop brusquement, les vertèbres avaient tenu. Bien entendu, un peu d'asphyxie. Il faudrait avoir une radiographie. Le docteur fit une piqûre d'huile camphrée et dit que tout s'arrangerait en quelques jours.

(A suivre)

Mosquée

La Mosquée bleue

L'une des attractions les plus populaires d'Istanbul

La Mosquée bleue ou Sultanahmet Camii est une des mosquées historiques d'Istanbul, la plus grande ville de Turquie et la capitale de l'Empire ottoman (de 1453 à 1923). Elle est connue sous le nom Mosquée bleue pour les mosaïques bleues qui ornent les murs de son intérieur.

Elle fut construite entre 1609 et 1616, pendant le règne de sultan Ahmet Ier. Comme beaucoup d'autres mosquées, elle comporte également une tombe du fondateur, une médersa et un hospice. La mosquée Sultanahmet est devenue l'une des attractions touristiques les plus populaires d'Istanbul.

Elle est le point de départ des caravanes de pèlerins musulmans vers La Mecque et reçoit le privilège islamique de présenter six minarets, fait unique au monde : seule la Ka'ba en dispose de sept, La Mecque étant l'endroit où il doit y en avoir le plus grand nombre.

Durant le règne du sultan Ahmet Ier, la Mosquée Sultanahmet a été construite entre 1609 et 1616.

Conçue par l'architecte Sedefhar Mehmet Ağa, elle est considérée comme le dernier exemple de l'architecture ottomane classique.

Mehmet Paşa a utilisé de grandes quantités de matériaux pour la construction, notamment dans la pierre et du marbre, évacuant les fournitures pour d'autres travaux importants.

L'aménagement de la mosquée est irrégulier, car l'architecte a dû tenir compte des contraintes existantes du site.



L'architecte a fondé son plan sur la Mosquée Şehzade (1543-1548) à Istanbul, la première grande œuvre d'envergure de Mimar Sinan, avec la même place de quadrilobe symétrique et d'une vaste cour.

Cette salle de prière est surmontée d'un système ascendant de coupoles et de demi-dômes, chacun est soutenu par trois exèdres, culminant avec le large dôme central, qui

mesure 23,5m de diamètre et 43m de hauteur à son point central.

Les coupoles sont soutenues par quatre piliers massifs qui rappellent ceux de la mosquée Selimiye à Edirne, un autre chef-d'œuvre de Sinan. Il est évident que Mehmet Paşa a été timoré en prenant cette marge de sécurité exagérée, en dégradant les proportions élégantes de la coupole par leur taille oppressive. Ces «pieds d'éléphants» sont composés de multiples rainures de marbre

convexes à leur base, tandis que la moitié supérieure est peinte, séparée de la base par une bande inscrite avec des mots dorés.

Vu de la cour, le profil de la mosquée devient une succession harmonieuse de coupoles et demi-dômes. L'effet global de l'extérieur sur le visiteur est une harmonie visuelle parfaite qui conduit l'œil jusqu'au sommet de la coupole centrale.

La façade de la vaste cour a été construite de la même manière que la façade de la mosquée Süleymaniye, à l'exception de l'ajout des tourelles sur les coins des dômes. La cour est à peu près aussi grande que la mosquée elle-même et est entourée par un processus continu, plutôt monotone d'arcades voûtées (revak). Il dispose d'installations sanitaires des deux côtés.

La fontaine hexagonale centrale est plutôt petite en contraste avec les dimensions de la cour. La porte monumentale, mais étroite vers la cour se distingue par l'architecture de l'arcade. Sa demi-coupole a une structure de stalactite, couronnée d'un dôme nervuré plutôt petit sur un grand tambour. Une chaîne de fer lourde est suspendue dans la partie supérieure de l'entrée du tribunal sur le côté ouest.

Seul le sultan a été autorisé à entrer dans la cour de la mosquée à cheval. La chaîne a été placée là, de sorte que le sultan a dû baisser la tête chaque fois qu'il entra dans la cour afin de ne pas la toucher. Il s'agit d'un geste symbolique, pour assurer l'humilité du sultan face au divin.

Santé

7 conseils pour aider vos enfants à bien dormir malgré le confinement (II)

Changement de rythme, manque de repères, diminution des loisirs en plein air, angoisse... Depuis le début du confinement, certains enfants rencontrent des difficultés pour bien dormir ou tout simplement aller se coucher. Résultat : leur sommeil perd en qualité. Pourtant, bien dormir est vital pour un enfant. Le sommeil est indispensable à son développement cérébral et régule la production de plusieurs hormones. Dormir suffisamment permet également d'améliorer la concentration des plus jeunes. En clair, le sommeil a de nombreux bienfaits sur la santé des enfants. Voilà pourquoi, il est essentiel pour les tout-petits de dormir correctement en cette période de confinement.

Rassurer son enfant

Cette situation inédite peut être angoissante tant pour les adultes que les enfants. Les plus jeunes ont besoin de se sentir en sécurité pour lâcher prise le soir. Les parents doivent donc être à leur écoute, les rassurer et les aider à gérer leurs émotions. Si l'enfant est stressé ou anxieux, il faut lui expliquer la situation avec des mots simples pour la dédramatiser.

Autre conseil : les actualités anxiogènes et les discussions au sujet des événements négatifs, la journée comme le soir, sont à éviter car ils peuvent générer chez l'enfant

un stress inutile. Pour l'aider à gérer son stress, il est aussi possible de pratiquer des stratégies d'apaisement, telles que la relaxation ou la méditation.

Conservier les rituels et les habitudes pour un meilleur sommeil

Le confinement chamboule les habitudes de chacun. Mais, il ne faut pas pour autant les oublier. Il est important de conserver, voire de renforcer, les rituels et les routines du soir, comme la lecture d'une histoire ou les câlins. Autre habitude à garder : la sieste. Si l'enfant la fait habituellement, il est préférable qu'il continue à la faire durant cette période d'enfermement.

Respecter l'intimité de l'enfant

L'enfant a, tout comme un adulte, besoin d'intimité. Les parents doivent ainsi respecter l'intimité de sa chambre, qui est son espace personnel. Ils doivent le laisser organiser cette pièce comme il le souhaite, afin que l'enfant s'y sente bien.

Maintenir la chambre à une bonne température pour bien dormir

Pour que l'enfant ne rencontre pas de difficultés pour se coucher, les parents doivent garder sa chambre, calme, à température fraîche et sombre. La température parfaite pour bien dormir est de 18 ou 20 degrés. Une chambre à cette température favorise le sommeil et la respiration. Si l'enfant a peur du noir, il est possible d'utiliser un éclairage à faible intensité, comme une veilleuse, à placer loin de sa tête.



Recettes

Brochettes de kefta à la poêle

Ingrédients

- 500 gr de bœuf haché
- Une petite échalote
- 2 jaunes d'œuf
- 1 poignée de persil ciselé
- 1/2 bouquet de coriandre finement hachée
- Quelques feuilles de menthe coupées finement (3 ou 4)
- ½ càc de cumin
- 1 càc de gingembre
- 1 càc de paprika doux ou fort selon les goûts
- Une petite pincée de cannelle
- Sel et poivre
- Beurre /huile d'olive pour la cuisson

Préparation

Avant tout, déposer la viande dans un saladier.

Ensuite couper l'échalote en tout petits morceaux puis ciseler le persil et la coriandre. Ajouter alors les épices, saler et poivrer et terminer par les jaunes d'œuf et bien malaxer.

Filmer et réserver au frais afin de bien raffermir la farce.

Par la suite former des boulettes puis leur donner ensuite la forme ovale et les piquer à l'aide des pics en bois brochette.

D'autre part, faire fondre le beurre dans une poêle rectangulaire spéciale grillade. Dès qu'il mousse, déposer les brochettes de viande hachée et les laisser dorer 5 minutes en les retournant régulièrement sur toutes les faces. On peut aussi les cuire au barbecue ou au four bien chaud quelques minutes.



Cake super moelleux banane citron



Ingrédients

- 2 grosses bananes
- 1 càs de cassonade
- Une càs de beurre
- 3 œufs
- 140 gr de farine
- 1 sachet de levure chimique
- 140 gr de beurre fondu
- 140 gr de sucre en poudre
- 1 sachet de sucre vanillé
- Zeste d'un petit citron non traité

Préparation

Commencer par couper les bananes en rondelles

Dans une poêle anti-adhésive faire fondre le beurre et dès qu'il mousse verser les bananes. Remuer bien et saupoudrer de cassonade et mélanger jusqu'à ce que les bananes deviennent fondantes et réserver.

Par la suite fouetter au robot ou au batteur les œufs + les sucres (poudre et vanillé) jusqu'à ce que le mélange blanchisse.

Puis ajouter le beurre fondu, la purée de banane et le zeste de citron finement râpé.

Terminer par la farine mélangée à la levure et puis bien mélanger à l'aide de la maryse.

Cuisson:

Verser la préparation dans un moule à cake beurré et fariné puis et enfourner à 180 ° four préchauffé pendant 40 minutes environ.

Laisser bien tiédir avant de démouler.

Kobe Bryant aura son documentaire à la Michael Jordan

La sortie de "The Last Dance", documentaire racontant la saison 1997-1998 des Chicago Bulls de Michael Jordan, pourrait appeler un autre film, relatant la dernière saison de Kobe Bryant.



Comme son idole Michael Jordan, le regretté Kobe Bryant pourrait bientôt faire l'objet d'un documentaire dans le même style que "The Last Dance", qui met actuellement en ébullition la NBA, en racontant son ultime saison avec les Lakers, avance ESPN. Selon la chaîne sportive, la légende de Los Angeles, disparue accidentellement il y a trois mois, avait ouvert les portes de son vestiaire à une équipe de tournage tout au long de l'exercice 2015-2016, soit la dernière de ses vingt années de carrière au sein de la franchise californienne avec laquelle il remporta cinq titres de champion. « C'était intéressant parce que, déjà, on ne gagnait pas un match, donc c'était frustrant. Et tu avais toujours les caméras sur le dos, donc, ce n'était pas facile. Ça ne ressemblait même pas à une vraie saison », se rappelle l'intérieur Robert Sacre.

Son coéquipier Larry Nance Jr. n'en garde pas un bon souvenir non plus. « C'était vraiment cool parce que, genre, c'est le « Black Mamba ». Mais en même temps, c'est

aussi la pire saison de l'histoire des Lakers (17v-65d). Alors même si je suis vraiment fier d'être en NBA et de jouer avec cette légende absolue, ce n'est pas quelque chose que j'aimerais vraiment revivre », confie-t-il.

Préparateur physique emblématique des Lakers depuis 1984, Gary Vitti a lui aussi pris sa retraite à l'issue de cette saison qu'il a carrément comparée à une « émission de télé-réalité », avec le fait d'avoir dû fermer les yeux sur certaines règles pour permettre à l'équipe de Kobe Bryant de tout capturer. « On n'en revenait pas et on se disait : Quoi qu'on ait à faire, on doit le faire, essayons donc de le faire de notre mieux ».

Les joueurs aussi ont dû apprendre à vivre avec ces caméras, qui à la différence des autres médias, étaient constamment présentes, jusqu'à retirer une certaine spontanéité au groupe.

« On se disait : 'Ok, il faut vraiment faire gaffe à ce qu'on dit, faire gaffe à ce dont on parle, parce qu'on n'a aucune idée de qui va

regarder ou monter ça', » a poursuivi Larry Nance Jr. « C'est un truc qu'on se disait tous, en tant qu'équipe. 'On ne sait pas où ça va, donc gardons notre calme autour des caméras', même si au fil de l'année, tu finis par les oublier et ne plus t'en occuper ».

Le point d'orgue de cette saison fut son ultime match, où il fit une sortie par la très grande porte en inscrivant 60 points contre Utah Jazz, comme un symbole à 37 ans de ses innombrables exploits de scoreur. "Mamba Out" (Mamba s'en va) avait-il dit après le match en guise d'au-revoir au Staples Center, deux mots qui pourraient servir de titre à ce projet. Six caméramen ont couvert l'événement ce soir-là. "Ils avaient un accès sans précédent et beaucoup plus grand que quiconque auparavant", a déclaré à ESPN John Black, responsable des relations publiques des Lakers pendant 27 ans. "Nous leur avons permis de faire tout ce qu'ils pouvaient dans les limites de ce que la ligue autorisait, et parfois, après un clin d'œil et en faisant mine de regarder de l'autre côté, nous

leur avons permis de faire encore plus", a-t-il ajouté. Selon ESPN, citant des sources anonymes, les images étaient récemment en cours de montage pour un documentaire à paraître dans plusieurs années. Un travail manifestement suivi par Bryant qui y a contribué avec des commentaires, dans les mois précédant sa mort, survenue le 26 janvier avec sa fille Gianna et sept autres personnes dans un accident d'hélicoptère au nord-ouest de Los Angeles. Cette tragédie a choqué le monde du sport dont la NBA, qui a ensuite dû stopper sa saison le 11 mars en raison du coronavirus et se console en découvrant "The Last Dance", qui revient sur le mythe Michael Jordan en racontant sa dernière campagne victorieuse de 1997-1998 avec les Chicago Bulls. Diffusé à raison de deux épisodes par dimanche, le documentaire fleuve, qui en contient dix, a rassemblé plus de 6 millions de téléspectateurs aux États-Unis pour sa première. Un record pulvérisé pour ESPN.

M.O

Per Olov Enquist, biographe des ombres, n'est plus

Figure dominante de la littérature scandinave du XX^{ème} siècle, le Suédois Per Olov Enquist, décédé à l'âge de 85 ans, a produit une œuvre puissante en plongeant dans les ombres de l'Histoire et de sa propre biographie, mélancolique et tonitruante. Romancier, dramaturge, journaliste, essayiste, Per Olov Enquist s'est éteint samedi soir, ont annoncé sa famille et son éditeur. Ses



écrits ont été traduits dans des dizaines de langues, depuis "L'œil de cristal" publié en 1961 jusqu'au "Livre des paraboles" en 2013. En français ont notamment paru "Le Cinquième Hiver du magnétiseur", "Hess", "Le Départ des musiciens", "L'Ange déchu", "La Bibliothèque du capitaine Nemo", "Blanche et Marie". Son roman sur la folie du roi Christian VII de Danemark, "Le médecin personnel du roi", lui vaut en 1999 le prix August, la plus haute récompense littéraire suédoise, et en 2001 en France le prix du Meilleur livre étranger.

Il accède à la reconnaissance internationale en 1968 avec "L'extradition des Baltes", une enquête à charge contre la Suède qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a renvoyé en Union soviétique des soldats des pays Baltes réfugiés. Souvent cité parmi les favoris du prix Nobel de littérature décerné par l'Académie suédoise, il est mort sans avoir décroché la prestigieuse récompense. "Rares sont ceux qui ont inspiré tant d'autres écrivains, renouvelé comme lui le roman documentaire et vitalisé l'art dramatique suédois", ont réagi dimanche ses éditeurs suédois de la maison Norstedts. Son autobiographie "Une autre vie", parue en Suède en 2008, est couron-

née par un second prix August, créé en 1994 en hommage à August Strindberg, l'enfant terrible de la littérature suédoise à qui "POE" disait tant devoir.

L'auteur y narre sa jeunesse solitaire dans l'extrême nord de la Suède auprès de sa mère institutrice, veuve, luthérienne rigoriste qui rêvait pour lui du séminaire.

Né en 1934 à Hjøggöle, austère paroisse du Nord, il grandit dans un décor bergmanien avec le souvenir d'avoir hérité du lit destiné à son frère mort à la naissance, de l'absence d'un père décédé alors qu'il n'avait pas un an, de sa mère qui le pousse à inventer des péchés à confesser. Puis ce géant au regard froncé d'un Gregory Peck s'émancipe, entre au lycée, pratique le saut en hauteur à haut niveau, s'éveille au journalisme, à l'écriture, aux femmes.

Le manque de peu la qualification pour les Jeux olympiques de Rome en 1960 et se retrouve, comme journaliste, au cœur des JO 1972 de Munich où onze athlètes israéliens sont tués par le commando palestinien "Septembre noir". À l'âge d'homme surgissent les terreurs, la dépression, le doute de soi, de la valeur de l'existence. "Je crois que toute ma vie j'ai voulu être écrivain et je n'ai jamais laissé tomber. Il n'a pas été facile de sur-

vivre...", racontait Enquist à l'AFP en 2011. Dans son appartement de Stockholm où il recevait alors, un pan entier de mur était masqué par des livres de poésie, de théâtre, par des romans ou des contes: son œuvre, rien que son œuvre, en suédois, anglais, français, russe, etc...

"C'est ma bibliothèque égoцентриque, expliquait-il. A chaque fois que je perds le moral parce que je ne parviens pas à écrire, je la regarde et je me dis « allez, ce mur fait sept mètres de long, j'ai donc fait un petit quelque chose dans ma vie, alors je peux mourir »".

Per Olov Enquist, c'est enfin une lutte à mort contre l'alcoolisme. Il passe trois ans à Paris, sans quasiment dessouler. "Je vivais dans un somptueux appartement sur les Champs-Élysées, mais je ne pouvais rien écrire (...) Je me souviens de la magnifique vue que j'avais depuis le balcon, Paris était très beau à regarder, mais je n'arrivais pas à l'utiliser".

La troisième cure est la bonne, parce qu'on lui laisse son ordinateur et qu'un beau jour, il se rend compte qu'il est "toujours un écrivain". "Le plus terrible pour un écrivain ce n'est pas d'écrire, mais de ne pas écrire. C'est une période de ma vie qui est maintenant derrière moi et que j'ai été content de raconter".

Un concert en ligne du rappeur Travis Scott réunit 12 millions de personnes



Le rappeur américain Travis Scott a réuni jeudi dernier plus de 12,3 millions de joueurs de Fortnite avec un "concert" d'une dizaine de minutes, a annoncé l'éditeur du jeu en ligne, Epic Games. Une version virtuelle du rappeur de Houston a débarqué sur une île du jeu de combat pour présenter un medley de 10 minutes de ses tubes, "Astronomical". Au plus près d'un Travis Scott géant et torse nu, les joueurs se sont retrouvés dansant sous

une pluie de feu, puis sous l'eau et enfin dans l'espace, où Travis Scott a été rejoint par le rappeur Kid Cudi pour un titre inédit. C'est un "record" pour ce type d'événement, s'est félicité sur Twitter l'éditeur du jeu. Fortnite avait déjà organisé en février 2019 un premier concert avec le DJ américain Marshmello, réunissant 10,7 millions de joueurs-spectateurs.

Epic Games prévoit quatre rediffusions du show de Travis Scott sur d'au-

tres fuseaux horaires, pour les joueurs du monde entier, après ce premier rendez-vous organisé en soirée pour les joueurs américains.

L'éditeur du jeu a accompagné le spectacle du lancement d'une tenue et d'accessoires consacrés au rappeur et compagnon de Kylie Jenner. Le rappeur canadien Drake avait déjà battu des records sur Twitch en 2018 en jouant à Fortnite en direct avec Travis Scott et une star du jeu, l'Américain Ninja.

Bouillon

de culture

La première vidéo YouTube a 15 ans

"Avec ces gars-là, c'est qu'ils ont des trompes vraiment, vraiment longues". Il y a quinze ans, une visite un peu banale du zoo de San Diego devenait la première vidéo publiée sur Youtube. Le 23 avril 2005, cette séquence de 18 secondes baptisée "Me at the zoo" (Moi au zoo), incarnée par le fondateur de YouTube Jawed Karim, marquait les débuts officiels de la plateforme de partage de vidéos. L'année suivante, le site était racheté par Google pour 1,6 milliard de dollars en actions.

En quinze ans, le réseau est devenu un acteur incontournable du partage de vidéos en ligne, avec plus de deux milliards d'utilisateurs actifs mensuels.

YouTube a pris une place déterminante dans le paysage de la musique et du divertissement en général, au point de façonner les goûts de la Gen Z, la génération post-millennials.

"Me at the zoo" compte aujourd'hui plus de 90 millions de vues, mais les records de la plateforme se comptent en milliards, à l'image des chansons "Despacito" (6,7 milliards de vues), "Baby Shark Dance" (5,1 milliards) ou "Gangnam Style" (3,5 milliards).



Tom Hanks, guéri du coronavirus, écrit à Corona, un garçon moqué pour son prénom



L'acteur américain Tom Hanks, guéri du nouveau coronavirus, a adressé une lettre réconfortante à un jeune Australien, Corona, victime de harcèlement en raison de son prénom et lui a offert une machine à écrire de la marque homonyme. Tom Hanks et son épouse, la comédienne et chanteuse Rita Wilson, avaient annoncé en mars avoir tous deux contracté le nouveau coronavirus alors qu'ils se trouvaient en Australie pour les besoins d'un tournage. Le couple avait été admis deux semaines dans un hôpital du Queensland avant de retourner aux Etats-Unis. Corona De Vries, 8 ans, avait envoyé une missive à Tom Hanks pour s'enquérir de son état de santé, ont indiqué des médias. "J'ai entendu aux informations que votre épouse et vous avez contracté le coronavirus", leur écrit le garçon, avant de s'enquérir

de leur état de santé. "J'aime mon nom mais à l'école, les gens m'appellent le coronavirus", a expliqué dans sa lettre le jeune garçon, a rapporté la chaîne australienne 7 News. "Je suis très triste et en colère quand les gens m'appellent comme ça", a-t-il confié à la star de Hollywood.

Tom Hanks lui aurait répondu avec des paroles réconfortantes, tapées sur l'une des machines à écrire qu'il emmène souvent avec lui. "Ta lettre nous a fait chaud au coeur à ma femme et moi", a rédigé l'acteur du film "Vous avez un message". "Je suis ton ami", a assuré Tom Hanks qui lui a offert une machine à écrire de la marque Corona, qu'il avait rapportée d'Australie. "J'ai pensé que cette machine à écrire te conviendrait". "Demande à un adulte comment elle fonctionne", lui conseille-t-il avant d'inviter Corona à "l'utiliser pour lui répondre".

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

MESURE	GARDIEN DE LA PAÏE	CAUSE TOUJOURS!	SANS OBJET FIN DE VERBE	↓	LETTRES DE DRUON	↓	TUYAU	QUESTION DIFFICILE	LA FIN DU JOUR	À LA MODE	REMIS À SA PLACE
							LIASON INCORRECTE				
TABAC							PARE				
			TIRE-FOND		CONSERVATEUR			REPRODUCTIONS VISUELLES	INACTIVE		
TROMPE MARITIME							BÊTE À PART				
					PARTIE DE L'AORTE		MIS EN CIRCULATION				
VACARME JEU DE MAINS								ENZYME BON VENT			
			ATOME ÉPOUSE D'OSIRIS				EXERCER UNE ACTION EN NOIR				
TRANCHE DRAME NIPPON	FORME D'ÊTRE				ÔTE POUR QUE						
	GOINFRE										VENUE AU MONDE
		RELIÉE PLEINE PEAU									
SIGNATURE							QUARTIER DE GÈNES		GRECQUE	ARTICLE INDÉFINI	
					NAÏVE						
TRÈS COURT											
ANNONCE UNE SUITE			GREFFON					ARTICLE INDÉFINI			

Solution mots flechés d'hier

PAROXY-SME	A	OISEAU ROYAL	SECOURSÉ TELLURIQUE	FLANCHE	C	HOMME À EFFACER	R	LETTRES DE BOBIPIL	EN	TRANSE	E	ÉVALUAI						
CLAN	C	A	S	T	E	PORTEURS DE CHARGE	I	O	N	S	IMPRES	SIONNE						
MOLLE DANS LES MICHE	M	I	E	S	A	C	A	G	E	D	E	V	A	S	T	E		
BOUCLIER	E	G	I	D	E	QUARTIER DE CAEN	A	P	A	R	T	A	I	P				
PLANTE HERBACÉE	MORCEAU DE VASELLE NOUVEAU	L	S	ENLÈVE	A	CALIFE NEON	A	L	I	P	O	S	S	E	S	I	M	
A	N	E	M	O	N	E	G	I	F	L	E	R	A	T				
ROND	E	É	L	I	M	A	E	T	E	G	A	G	E	P	A	R	I	E
S	O	U	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S
CARRÉ EN TÊTE	S	U	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S	A	I	S
F	R	A	N	C	O	COPAIN BRUIT DE CHOC	A	M	I	N	A	M	A	S				
F	R	A	N	C	O	COCAÏNE	A	M	I	N	A	M	A	S				
ENZYME	A	F	I	N	D	E	V	E	R	S	Y	M	B					
A	S	E	A	R	A	I	G	N	E	E	L	E	T					
EN GUERRE	E	R	F	E	M	E	L	L	E	P	O	L	L					

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benbaria

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâidi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secréariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Documentation
Nadia Ghazali

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Mustapha Elouizi
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
liberation@libe.ma

Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32

Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail: annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaiter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

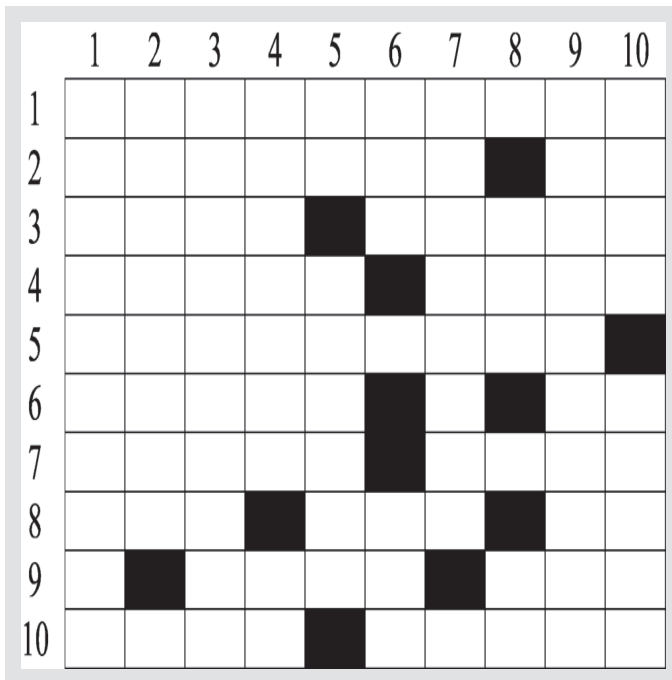
Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE: 130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération
Libération Maroc

o.j.d. MAROC
2017
www.ojd.ma

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

- 1- A lieu deux fois l'an
- 2- Le propre (L...) - Note
- 3- Couches - Change
- 4- Risques - Notre satellite
- 5- Pourcentage de malades
- 6- Leste - Lui à Londres
- 7- Essaims - Madame Bovary
- 8- De en Italie - Pile - Coordonnant
- 9- Décodées - Porte charge
- 10- Epoques - Bluff

VERTICALEMENT

- 1- Urodèle d'Europe
- 2- Conclusion
- 3- Financière
- 4- Engorgé - Coutumes
- 5- Possessif - Repos diurne
- 6- Rapide de France - Enzyme
- 7- Faits
- 8- Le mal d'aimer - Eau de France
- 9- Au plus haut point
- 10- Attachée - Manquée

Solution mots croisés d'hier



Grilles de sudoku

Facile

			9	2		7	1	
		8	3					
	2	1		5	7			9
				7		6	5	1
7		4	2		1	9		3
1	6	3		8				
3			1	4		8	6	
					8	2		
	4	7		3	2			

Moyen

	8	9					4	2
			1		4			9
				5		3	8	
	9			3		4	1	7
		7				8		
5	3	8		1			2	
	6	2		7				
9			2		6			
7	4					2	6	

Difficile

7	2			3				
					8		4	
		3		1		6	7	
	5	4			1			9
				5				
9			6			7	1	
	9	5		6		1		
	6		8					
				4		5	6	

Expert

					5		6	
5		4					9	3
		6	7				2	1
			2				8	
			8		9			
	6				7			
8	5				3	6		
6	3					7		2
	4		1					

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9.
Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

4	3	5	9	2	6	7	1	8
9	7	8	3	1	4	5	2	6
6	2	1	8	5	7	3	4	9
2	8	9	4	7	3	6	5	1
7	5	4	2	6	1	9	8	3
1	6	3	5	8	9	4	7	2
3	9	2	1	4	5	8	6	7
5	1	6	7	9	8	2	3	4
8	4	7	6	3	2	1	9	5

Moyen

1	8	9	7	6	3	5	4	2
3	2	5	1	8	4	6	7	9
6	7	4	9	5	2	3	8	1
2	9	6	5	3	8	4	1	7
4	1	7	6	2	9	8	5	3
5	3	8	4	1	7	9	2	6
8	6	2	3	7	5	1	9	4
9	5	1	2	4	6	7	3	8
7	4	3	8	9	1	2	6	5

Difficile

7	2	8	4	3	6	5	9	1
6	1	9	5	7	8	2	4	3
5	4	3	2	1	9	6	7	8
8	5	4	7	2	1	3	6	9
1	7	6	9	5	3	8	2	4
9	3	2	6	8	4	7	1	5
4	9	5	3	6	7	1	8	2
2	6	1	8	9	5	4	3	7
3	8	7	1	4	2	9	5	6

Expert

1	2	9	3	8	5	4	6	7
5	7	4	6	2	1	8	9	3
3	8	6	7	9	4	5	2	1
7	9	3	2	4	6	1	8	5
4	1	5	8	3	9	2	7	6
2	6	8	5	1	7	9	3	4
8	5	2	4	7	3	6	1	9
6	3	1	9	5	8	7	4	2
9	4	7	1	6	2	3	5	8

Etats de synthèse à la déclaration du bilan 2019

Tableau n°1		BILAN (PASSIF)		AL ITIHAD PRESSE	
Article L.F.: 15263470		(Modèle Normal)		Exercice clos le : 31/12/2019	
	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT		
I N A N C E M E N T P E R M A N E N T	CAPITAUX PROPRES				
	• Capital social ou personnel (1)	12 390 000,00	12 390 000,00		
	• moins : actionnaires, capital souscrit non appelé				
	• Capital appelé				
	• dont versé : 12 390 000,00				
	• Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	• Ecart de réévaluation				
	• Réserve légale	84 865,26	34 774,78		
	• Autres réserves				
	• Report à nouveau (2)	1 819 670,85	867 951,78		
	• Résultat net en instance d'affectation (2)				
	• Résultat net de l'exercice (2)	1 382 770,00	1 001 809,55		
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	15 677 306,11	14 294 536,11		
	CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)				
	• Subventions d'investissement				
• Provisions réglementées					
DETTES DE FINANCEMENT (C)					
• Emprunts obligataires					
• autres dettes de financement					
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)					
• Provisions pour risques					
• Provisions pour charges					
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)					
• Augmentation des créances immobilisées					
• Diminution des dettes de financement					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	15 677 306,11	14 294 536,11			
P E R M A N E N T	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	4 428 239,44	6 078 550,17		
	• Fournisseurs et comptes rattachés	1 230 236,11	1 615 746,57		
	• Clients créditeurs, avances et acomptes	42 833,15	52 271,20		
	• Personnel	600,30	147 502,37		
	• Organismes sociaux	892 857,14	969 541,55		
	• Etat	311 722,74	1 343 488,48		
	• Comptes d'associés				
	• Autres créanciers	1 950 000,00	1 950 000,00		
	• Comptes de régularisation passif				
	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)				
	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)				
	TOTAL II (F+G+H)	4 428 239,44	6 078 550,17		
	TRESORERIE - PASSIF				
	• Crédits d'escompte				
	• Crédits de trésorerie				
• Banques (Soldes Créiteurs)					
TOTAL III					
TOTAL GENERAL I+II+III	20 105 545,55	20 373 086,28			

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)


Tableau n°1		BILAN (actif)			AL ITIHAD PRESSE	
Article L.F.: 15263470		(modèle normal)			Exercice Clos le 31-12-19	
	ACTIF	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT		
		BRUT	Amortissements et provisions	NET	NET	
I N A N C E M E N T	IMMOBILISATION EN NON VALEUR (A)	104 220,00	104 220,00	0,00	20 844,00	
	• Frais préliminaires	104 220,00	104 220,00	0,00	20 844,00	
	• Charges à répartir sur plusieurs exercices					
	• Primes de remboursement des obligations					
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	155 500,00		155 500,00	155 500,00	
	• Immobilisations en recherche et développement					
	• Brevets, marques, droits, et valeurs similaires					
	• Fonds commercial	155 500,00		155 500,00	155 500,00	
	• Autres immobilisations incorporelles					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	4 372 691,24	2 180 883,98	2 191 807,26	2 713 411,96	
	• Terrains					
	• Constructions	1 717 329,76	393 554,74	1 323 775,02	1 409 641,51	
	• Installations techniques matériel et outillage	953 340,90	436 947,91	516 392,99	611 727,08	
	• Matériel de transport	214 618,93	179 640,69	34 978,24	77 902,03	
	• Matériel matériel de bureau et aménagements divers	1 487 401,85	1 170 740,64	316 661,01	614 141,34	
• Autres immobilisations corporelles						
• Immobilisations corporelles en cours						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	65 301,60		65 301,60	65 301,60		
• Prêts immobilisés						
• Autres créances financières	65 301,60		65 301,60	65 301,60		
• Titres de participations						
• Autres titres immobilisés						
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)						
• Diminution des créances immobilisées						
• Augmentation des dettes financières						
TOTAL I (A+B+C+D+E)	4 697 712,84	2 285 103,98	2 412 608,86	2 955 057,56		
S T O C K S (F)	STOCKS (F)	775 397,50		775 397,50	810 701,40	
	• Marchandises	775 397,50		775 397,50	810 701,40	
	• Matières et fournitures consommables					
	• Produits en cours					
	• Produits intermédiaires et produits résiduels					
	• Produits finis			0,00	0,00	
	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	11 031 579,13		11 031 579,13	11 057 081,33	
	• Fournis débiteurs avances et acomptes	29 048,20		29 048,20	1 445,27	
	• Clients et comptes rattachés	1 138 573,74		1 138 573,74	669 346,57	
	• Personnel	228 582,70		228 582,70	40 915,00	
	• Etat	2 822 428,00		2 822 428,00	3 522 428,00	
	• Comptes d'associés					
	• Autres débiteurs	6 812 946,49		6 812 946,49	6 812 946,49	
	• Comptes de régularisation Actif			0,00	10 000,00	
	TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)					
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)						
Éléments circulants						
TOTAL II (F+G+H+I)	11 806 976,63		11 806 976,63	11 867 782,73		
TRESORERIE ACTIF (J)	5 885 960,06		5 885 960,06	5 550 245,99		
• Chèques et valeurs à encaisser						
• Banques, I.G et CCP	5 798 126,42		5 798 126,42	5 514 979,30		
• Caisse	87 833,64		87 833,64	35 266,69		
TOTAL III	5 885 960,06		5 885 960,06	5 550 245,99		
TOTAL GENERAL I + II + III	22 390 649,53	2 285 103,98	20 105 545,55	20 373 086,28		

Tableau n°5		AL ITIHAD PRESSE		
Article: 15263470				
ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G)				
I-TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (I.F.R.)				
Exercice du 01-01-19 au 31-12-19				
		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT	
I N A N C E M E N T	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	- Achats revendus de marchandises		
	I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT		
	3	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (+/-+5)	25 329 541,72	25 168 121,06
	4	• Ventes de biens et services produits	25 329 541,72	25 168 121,06
	5	• Variation stock de produits		
	6	• Immobilisations produites par l'exercice pour elle-même		
	III	= CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (-6+7)	10 464 770,23	8 955 817,64
	7	• Achats consommés de matières et fournitures	6 118 451,86	5 537 642,48
	8	• Autres charges externes	4 346 318,37	3 418 175,16
	IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)	14 864 771,49	16 212 303,42
	9	+ Subventions d'exploitation	3 600 000,00	4 300 000,00
	10	+ Impôts et taxes	520 145,27	520 145,27
	11	+ Charges de personnel	15 455 298,89	15 038 235,37
	V	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (I.E.BE)	2 488 005,70	4 953 922,78
12	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I.BE)			
13	+ Autres produits d'exploitation			
14	+ Autres charges d'exploitation			
15	+ Reprise d'exploitation : transferts de charges			
16	+ Dotations d'exploitation	542 448,70	540 832,03	
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)	1 945 557,00	4 413 090,75	
VII	+ RESULTAT FINANCIER			
VIII	+ RESULTAT COURANT (+ ou -)	1 945 557,00	4 413 090,75	
IX	+ RESULTAT NON COURANT	-161 431,00	-3 111 937,20	
17	+ Imputs sur les résultats	401 356,00	299 344,00	
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	1 382 770,00	1 001 809,55	
II-CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT				
1	Resultat net de l'exercice :			
2	• Bénéfice	1 382 770,00	1 001 809,55	
3	• Perte			
4	+ Dotations d'exploitation (1)	542 448,70	540 832,03	
5	+ Dotations financières (1)			
6	+ Dotations non courantes (1)			
7	- Reprise d'exploitation (2)			
8	- Reprise financières (2)			
9	- Reprises non courantes (2/3)			
10	- Produits de cessions d'immobilisations			
11	+ Valeurs nettes d'amort. des imm. cédées			
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 925 218,70	1 542 641,58	
12	- Distributions de bénéfices			
II	AUTOFINANCEMENT	1 925 218,70	1 542 641,58	

(1) A l'exercice des dotations relatives aux actifs et passifs circulants à la trésorerie
(2) A l'exercice des reprises relatives aux actifs circulants et la trésorerie
(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

Tableau n°2		AL ITIHAD PRESSE				
Article IS: 15263470						
COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)						
(modèle normal)						
Exercice du : 01-01-19 au : 31-12-19						
	NATURE	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT		
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2	TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2		
I N A N C E M E N T	PRODUITS D'EXPLOITATION					
	• Ventes de marchandises (en l'état)	25 329 541,72		25 168 121,06		
	• Ventes de biens et services produits	25 329 541,72		25 168 121,06		
	• Chiffres d'affaires					
	• Variation de stocks de produits (+) 1)					
	• Immobilisations produites par l'exercice pour elle-même					
	• Subventions d'exploitation	3 600 000,00		4 300 000,00		
	• Autres produits d'exploitation					
	• Reprises d'exploitation ; transferts de charges					
	TOTAL I	28 929 541,72		28 929 541,72	29 468 121,06	
	II N A N C E M E N T	CHARGES D'EXPLOITATION				
		• Achats consommés (2) de matières et fournitures	6 118 451,86		6 118 451,86	
		• Autres charges externes	4 346 318,37		4 346 318,37	
		• Impôts et taxes	520 145,27		520 145,27	
		• Charges de personnel	15 455 298,89		15 038 235,37	
• Autres charges d'exploitation						
• Dotations d'exploitation		542 448,70		540 832,03		
TOTAL II		26 983 984,72		26 983 984,72	25 085 030,31	
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				1 945 557,00	4 413 090,75	
III N A N C E M E N T		PRODUITS FINANCIERS				
		• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
		• Gains de change				
		• Intérêts et autres produits financiers				
		• Reprises financières ; transferts de charges				
		TOTAL III				
	IV N A N C E M E N T	CHARGES FINANCIERES				
		• Charges d'intérêts				
		• Pertes de change				
		• Autres charges financières				
		• Dotations financières				
		TOTAL IV	0,00		0,00	0,00
		VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)			0,00	0,00
		VII RESULTAT COURANT (III + VI)			1 945 557,00	4 413 090,75
		VIII N A N C E M E N T	PRODUITS NON COURANTS			
• Produits des cessions d'immobilisations						
• Subvention d'équilibre						
• Reprises sur subventions d'investissement						
• Autres produits non courants						
• Reprises non courantes ; transferts de produits						
TOTAL VIII			0,00		0,00	0,00
IX N A N C E M E N T	CHARGES NON COURANTES					
	• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées					
	• Subventions accordées					
	• Autres charges non courantes					
	• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions					
	TOTAL IX		-161 431,00		-161 431,00	-3 111 937,20
	X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)				-161 431,00	-3 111 937,20
	XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII-X)				1 784 126,00	1 301 153,55
	IMPOTS SUR LES RESULTATS			-401 356,00	-299 344,00	
	XII RESULTAT NET (XI-XII)			1 382 770,00	1 001 809,55	
	1) Variation de stocks: Stock final - Stock initial ; augmentation (+) ; diminution (-)					

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime du Développement Rural et des Eaux et Forêts
المندوبية السامية للتخطيط
Le Département des Eaux et Forêts
المندوبية الجهوية للتخطيط والمياه والغابات ومكافحة التصحر للريف
Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification du Rif
المندوبية الجهوية للتخطيط للمياه والغابات ومكافحة التصحر لطنجة
Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Tétouan

AVIS RECTIFICATIF


AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT N° 20/2020/DPEFLCD-Té

Objet : L'exécution des travaux d'aménagements de la forêt périurbaine d'Ajrass, répartis en quatre lots.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de Lutte Contre la Désertification de Tétouan porte à la connaissance du public que l'appel d'offres n° 20/2020/DPEFLCD-Té, la date d'ouverture des plis est reportée au 03/06/2020 à 10 heures.

Les reste est sans changement. N° 3537/PA

+XPACT I BEVOEΘ
+EΛIΔOY I EΦEKE ΔIΔEO
Α ΕΦΕΛΥ ΟΡΓΑΝΟ
Α ΕΦΕΛΥ ΔΙΟΙΚΗΣΗ



المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية
والتعليم العالي والبحث العلمي
Ministère de l'Éducation Nationale et de la formation professionnelle De l'enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Académie Régionale d'Éducation et de Formation Casablanca-Settat
Direction provinciale de Sidi Bennour

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AU RABAIS OU A MAJORATION N°:11/SB/2020

Le 20-05-2020, à 11h00, il sera procédé, au siège De La Direction Provinciale Du MENFPESRS A Sidi Bennour, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert au rabais ou a majoration suivant : TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE TRENTE (30) SALLES DE CLASSE PREFABRIQUEES, EN DURA, LA PROVINCE DE SIDI BENNOUR, REPARTIS EN TROIS LOTS SEPARES :

N° de l'AOO	Objet	Caution Provisoire en DH	L'estimation en DH TTC
11/SB/2020 en Trois lots séparés	Lot 1: Travaux de remplacement de dix (10) salles de classe préfabriquées, en dur, aux communes territoriales suivantes : Deux (2) salles de classes au commune territoriale LAAMRIA, Une (1) salle de classe au commune territoriale TAMDA , Deux (2) salles de classes au commune territoriale JABRIA , Deux (2) salles de classes au commune territoriale BNI TSIRISS, Une (1) salle de classe au commune territoriale OULED BOUSSAKEN, Une (1) salle de classe au commune territoriale OULED OMRANE et Une (1) salle de classe au commune territoriale KRIDID à la province de SIDI BENNOUR.	20 000,00 Vingt mille Dhs	1 876 380,00 Un Million Huit Cent Soixante Seize Mille Trois Cent Quatre-vingt dirhams.
	Lot 2: Travaux de remplacement de dix (10) salles de classe préfabriquées, en dur, aux communes territoriales suivantes : Cinq (5) salles de classes au commune territoriale KODIAT BNI DGHOCH et Cinq (5) salles de classes au commune territoriale KRIDID à la province de SIDI BENNOUR.	20 000,00 Vingt mille Dhs	1 774 050,00 Un Million Sept Cent Soixante Quatorze Mille Cinquante dirhams.
	Lot 3: Travaux de remplacement de dix (10) salles de classe préfabriquées, en dur, aux communes territoriales suivantes : Quatre (4) salles de classes au commune territoriale OULED SBITA, Deux (2) salles de classes au commune territoriale EL GHARBIA, Trois (3) salles de classes au commune territoriale OUALIDIA et Une (1) salle de classe au commune territoriale KRIDID à la province de SIDI BENNOUR.	20 000,00 Vingt mille Dhs	1 842 270,00 Un Million Huit Cent Quarante Deux Mille Deux Cent Soixante Dix dirhams.

Le dossier des appels d'offres peut être retiré de la direction provinciale du MENFPESRS à SIDI BENNOUR, service des affaires administratives et financières et constructions et équipement et patrimoine, avenue Dakhla, Rue Meknès. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le service des affaires administratives et financières, des Constructions, de l'Équipement et du Patrimoine relevant de la direction provinciale Bd DAKHLA Rue de Meknès, Sidi Bennour.
- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au service précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'Appels d'Offres au début de la séance et avant l'Ouverture des plis.
- Soit envoyer leurs offres par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04/09/2014. <https://www.marchespublics.gov.ma>.

* Pour le dossier technique les concurrents doivent produire une copie certifiée conforme à l'originale du certificat de classification et de qualification :

Lots	Secteur	Qualification	Classe
1, 2 et 3	A	A-2	4

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par le règlement de la consultation. N° 3540/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle
de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche Scientifique
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION
REGION GUELMIM/OUED NOUN
DIRECTION PROVINCIALE DE GUELMIM

AVIS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Il sera procédé au siège de la Direction Provinciale de Guelmim, à l'ouverture des plis des consultations architecturales:

N° AO	OBJET	BUDGET PREVISIONNEL HORS TAXES, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX A REALISER EN DHS	HEURS ET DATE D'OUVERTURE DES PLS
CA/03/2020 /BLDPMENG	ETUDE ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE (10 DIX) CANTINES SCOLAIRES AUX ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE RELEVANT DE LA DP GUELMIM.	2 500 000,00 DHS Deux Million Cinq Cent Mille dhs 00 cts	28/05/2020 10h00
CA/04/2020 /BLDPMENG	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES SALLES (4 QUATRE) MULTIMEDIA AUX ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE RELEVANT DE LA DP GUELMIM.	600000,00 DHS Six Cent Mille dhs 00 cts	28/05/2020 11h00
CA/05/2020 /BLDPMENG	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS DE (10 DIX) BLOCS SANITAIRES AUX SEIN DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE RELEVANT DE LA DP DE GUELMIM.	1 166 666,67 DHS Un Million Cent soixante six Mille six cent soixante six dhs 67 cts	28/05/2020 12h00
CA/06/2020 /BLDPMENG	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX D'EXTENSION DE (5 CINQ) ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE QUALIFIANT RELEVANT DE LA DP GUELMIM.	3 533 333,33 DHS Trois Million Cinq cent trente trois Mille trois cent trente trois dhs 33 cts	29/05/2020 10h00
CA/07/2020 /BLDPMENG	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'INTERNAT AU LYCEE QUALIFIANT AL MOUKHTAR SOUSSI A LA C T IFRANE ATLAS SAGHYR ET EXTENSION D'UNE SALLE MULTIMEDIA AUX : LYCEE QUALIFIANT MOUKHTAR SOUSSI ET LYCEE QUALIFIANT TARIK BEN ZYAD RELEVANT DE LA DP GUELMIM.	4 175 000,00 DHS Quatre Million cent soixante quinze Mille dhs 00 cts	29/05/2020 11h00
CA/08/2020 /BLDPMENG	ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE 7 (SEPT) BLOCS ADMINISTRATIFS AUX SEIN DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE RELEVANT DE LA DP GUELMIM.	1 500 000,00 DHS (Un Million Cinq cent Mille dhs 00 cts)	29/05/2020 12h00

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés auprès du bureau des marchés au siège de la Direction Provinciale du Ministère de l'Éducation Nationale de Guelmim ou téléchargés à partir du portail des marchés publics de l'état : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre de la Délégation Provinciale MENFP de Guelmim ;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des Plis.
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 7 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° :20-14 du 04/09/2014.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation N° 3538/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime,
du Développement Rurale et des Eaux et Forêts
Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°04/2020
(RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES)

Le Mercredi 20 Mai 2020 à 10 heures, il sera procédé dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour objet: **la réalisation des travaux d'aménagement de la piste rurale reliant Douar Sremt et Tizi N'irghist sur 14,7 km au niveau de la Commune Territoriale Tabant, Cercle et Province d'Azilal, prévues dans le cadre du programme de réduction des disparités territoriales et sociales (PRDTS).**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, et il peut être également téléchargé à partir du Portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: Deux cent mille dirhams (200 000,00 dhs)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent quarante-huit dirhams (9 885 648,00 Dhs).

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit les déposer par voie électronique au portail des marchés Publics.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Le dossier technique comprend :

- Il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification de la façon suivante:

Branche d'activité	Qualifications	Catégorie
7 : Aménagement de pistes agricoles et rurales	- 7.1 : Travaux d'ouverture de pistes non stabilisées	Classe 2
	- 7.2 : Travaux de stabilisation de pistes	

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultation. N° 3539/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE LA
FORMATION
PROFESSIONNELLE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR & DE LA
RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
ACADEMIE REGIONALE
D'ÉDUCATION & DE
FORMATION
MARRAKECH SAFI
DIRECTION PROVIN-
CIALE AL HAOUZ
AVIS DE LA
CONSULTATION
ARCHITECTURALE
N° 04/CA/2020

Le 25/05/2020 à 10h00, Il sera procédé, au siège de la Direction Provinciale Al Haouz-TAHANAOUT, à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour l'exécution des Prestations architecturales relatives au projet de Construction de :

- 3 salles au collège Ouakimden à la CT Ouakimden.
- 4 salles au collège Aghbar à la CT Aghbar.
- 4 salles au nouy du collège Youssef Ibn Tachfine à la CT Ourika.
- 4 salles au nouy du collège Ibn Qaym à la CT Ait ourir.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au bureau des marchés au sein de la Direction Provinciale AL HAOUZ - TAHANAOUT, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est de 3 000 000,00 Dhs (Trois millions Dirhams)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 100, 101 et 102 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les architectes peuvent :

- soit les déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau précité ;
- soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit les remettre au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

-Soit déposé électroniquement via le portail de marchés publiques : www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les articles 7 et 8 du règlement de la consultation architecturale.

N° 3542/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE LA
FORMATION
PROFESSIONNELLE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR

& DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
ACADEMIE REGIONALE
D'ÉDUCATION
& DE FORMATION
MARRAKECH SAFI
DIRECTION PROVIN-
CIALE AL HAOUZ
AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 13/INV/2020,
14/INV/2020 et
15/INV/2020

Le 20/05/2020, Il sera procédé, au siège de la Direction Provinciale Al Haouz-TAHANAOUT à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix suivants :

- L'AOO N°13/INV/2020 à pour objet L'étude technique et suivi de Construction de 3 salles au collège Ouakimden à la CT Ouakimden, 4 salles au collège Aghbar à la CT Aghbar , 4 salles au nouy du collège Youssef Ibn Tachfine à la CT Ourika et 4 salles au nouy du collège Ibn Qaym à la CT Ait ourir, programmé à 10h00 ;
- L'AOO N°14/INV/2020 à pour objet Le contrôle des études et des travaux de Construction de 3 salles au collège Ouakimden à la CT Ouakimden, 4 salles au collège Aghbar à la CT Aghbar , 4 salles au nouy du collège Youssef Ibn Tachfine à la CT Ourika et 4 salles au nouy du collège Ibn Qaym à la CT Ait ourir, programmé à 11h00 ;
- L'AOO N°15/INV/2020 à pour objet Essais de laboratoire pour Construction de 3 salles au collège Ouakimden à la CT Ouakimden , 4 salles au collège Aghbar à la CT Aghbar , 4 salles au nouy du collège Youssef Ibn Tachfine à la CT Ourika et 4 salles au nouy du collège Ibn Qaym à la CT Ait ourir, programmé à 12h00.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés au sein de la Direction provinciale AL HAOUZ- TAHANAOUT. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à : Néant.

L'estimation des coûts des prestations établit par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :

- 67 200,00 DHS TTC (Soixante-sept mille deux cents Dirhams TTC) pour L'AOO N°13/INV/2020 ;
- 57 600,00 DHS TTC (Cinquante-sept mille six cents Dirhams TTC) pour L'AOO N°14/INV/2020 ;
- 86 760,00 DHS TTC (Quatre-vingt-six mille sept cents soixante Dirhams TTC) pour L'AOO N°15/INV/2020.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction provinciale AL HAOUZ.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit déposé électroniquement via le portail de marchés publiques : www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation de chaque appel d'offres ouvert.

N° 3543/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DE
LA PECHE MARITIME,
DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DES EAUX ET
FORETS

Direction Régionale de
l'Agriculture
Du Souss-Massa Agadir
Direction Provinciale de
l'Agriculture
TIZNIT

AVIS DE LA
CONSULTATION
ARCHITECTURALE
N° 01/ 2020/ DPA/ TIZNIT

Le Vendredi 22 Mai 2020 à 10 heures, il sera procédé, dans la salle de réunion de la DPA de Tiznit à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour : Etudes architecturales et suivi des travaux de construction de trois unités de valorisation des produits de terroir à C.T Aglou, C.T Arbeaa Essahel, cercle de Tiznit et C.T Afella Ighir, cercle de Tafraout, Province de Tiznit.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au service des marchés, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est de : 2.200.000,00 (Deux millions deux cent mille dirhams HT).

Le prix d'acquisition des plans et de quinze (15) dirhams

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doit être conformes aux dispositions des articles 100, 101 et 102 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013, relatifs aux marchés publics.

Les architectes peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des Marchés de la D.P.A de Tiznit ;
- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis
- Soit les envoyer par voie électronique du portail des marchés publics

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 08 du règlement de la consultation architecturale.

N° 3544/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DE
LA PECHE MARITIME,
DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DES EAUX ET
FORETS

Direction Régionale de
l'Agriculture
Du Souss-Massa Agadir
Direction Provinciale
de l'Agriculture
TIZNIT

AVIS DE LA
CONSULTATION
ARCHITECTURALE
N° 02/ 2020/ DPA/ TIZNIT

Le Vendredi 22 Mai 2020 à 11 heures, il sera procédé, dans la salle de réunion de la DPA de Tiznit à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour : Etudes architecturales et suivi des travaux de construction d'une unité de valorisation des produits de terroir à C.T Erragada, cercle et province Tiznit.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au service des marchés, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est de : 1.200.000,00 (Un million deux cent mille dirhams HT).

Le prix d'acquisition des plans et de quinze (15) dirhams

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doit être conformes aux dispositions des articles 100, 101 et 102 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013, relatifs aux marchés publics.

Les architectes peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit déposer contre récé-

pissé leurs plis dans le bureau des Marchés de la D.P.A de Tiznit ;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis
- Soit les envoyer par voie électronique du portail des marchés publics

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 08 du règlement de la consultation architecturale.

N° 3545/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE ET
DE LA PECHE MARITIME
DIRECTION REGIONALE
DE L'AGRICULTURE DE
DAKHLA OUED
EDDAHAB
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT

n° 08/2020/DRADOE DU
22/05/2020 A 12 HEURES
(Marché réservé à la petite
et moyenne entreprise
nationale)

Le 22 Mai 2020 à 12 heures, il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offre ouvert sur offres concernant Achat et livraison de poussins d'un jour type poulet de chair au profit des jeunes aviculteurs la région de Dakhla Oued Eddahab dans le cadre du Projet développement de l'élevage de poulet chair dans la région de Dakhla Oued Eddahab

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab. Av El Walae, Dakhla, Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat :

www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à (8.000,00 dhs) Huit Mille dirhams.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de Trois Cent Quatre Vingt Seize Mille Dirhams (396.000,00 DH).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada 1 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les déposer contre récépissé dans le bureau des marchés de la Direction régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit déposer électroniquement dans le portail des marchés publics.

Les pièces justificatives à produire sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation

Ce marché est réservé à la petite et moyenne entreprise nationale et les concurrents concernés sont tenus de produire les pièces justificatives prévues par l'article 21 du règlement de consultation.

DIRECTION REGIONALE
DE L'AGRICULTURE DE
DAKHLA OUED EDDA-
HAB

B.P. 161 – Tél. Standard : (0528) 93.16.98 – Fax, (0528) 89.81.01. Email: dradakhla@gmail.com

N° 3546/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
REGION DE CASABLANCA SETTAT
PROVINCE DE SIDI BENNOUR
CERCLE DE SIDI BENNOUR
CAIDAT DE BOUHMAE
COMMUNE DE LAATATRA
DIRECTION DES SERVICES

SERVICE TECHNIQUE

AVIS DE REPPORT
De la séance d'ouverture des plis relatifs
A L'A.O.O N° 01/2020/CL

Il est porté à la connaissance des concurrents intéressés par l'appel d'offres ouvert n° :
01/2020/CL ayant pour objet :

ETUDES TECHNIQUES DES TRAVAUX CONCERNANT LA REALISATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE AUX :

1. CENTRE LAATATRA.
2. DOUAR DRARZA.
3. DOUAR FAID.

A LA COMMUNE LAATATRA.

Que vu la prolongation de la durée d'effet de l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national pour faire face à la propagation de la pandémie corona virus (COVID-19) par Décret n° 2-20-330 du 24 Chaâbane 1441 (18 avril 2020) et afin de permettre aux concurrents à préparer leurs offres dans des meilleurs conditions :

☑ La séance d'ouverture des plis prévue le : **lundi 11/05/2020 à 11H00**, a été reportée à la date du : **Jeudi 25/06/2020 à 11H00**.

☑ La visite des lieux aura lieu le : **Mardi 05/05/2020 à 11H00**
(Point de rencontre : Siège de la commune LAATATRA).

N° 3541/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, du
Développement Rural et
des Eaux et Forêts
Département des Eaux
et Forêts
Direction Régionale des
Eaux et Forêts et de la
Lutte Contre la Désertifica-
tion du Nord-Est
Direction Provinciale des
Eaux et Forêts et de la
Lutte Contre la Désertifica-
tion de Taza

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT N°08/2020/
DPEFLCD/11/PS**

(Réservé à la petite et
moyenne entreprise)
Le 02 Juin 2020 à 10H, il
sera procédé, dans le bu-
reau du Directeur Provin-
cial des Eaux et Forêts et
de la Lutte Contre la Désertifi-
cation de Taza (Place 20
Août - Taza El Jadida
/Taza), à l'ouverture des
plis relative à l'appel d'of-
fres sur offres de prix pour :
L'exécution des travaux de
création des points d'eau,
relévant des communes
territoriales de Taineste,
Smiaa et Bouchfâa, Direc-
tion Provinciale des Eaux et
Forêts et de la Lutte Contre
la Désertification de Taza,
dans la Province de Taza, en
un seul lot.
Le dossier d'appel d'offre
peut être retiré au Bureau
des projets et de suivi de la
Direction Provinciale des
Eaux et Forêts et de la lutte
contre la désertification de
Taza, il peut également être
téléchargé à partir du por-
tail des marchés de l'Etat. «
www.marchés publics.gov.
ma »

• Le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
Neuf Mille Dirhams (9
000,00dh)

• L'estimation des coûts des
prestations établie par le
maître d'ouvrage est estimée
à la somme de Trois Cent
Quinze Mille Trois Cent
Soixante Douze dirhams
(315 372,00 Dh)

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doivent
être conformes aux
dispositions des articles 27,
29 et 31 du décret n° 2-12-
349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis dans le Bu-
reau des projets et de suivi
de la Direction Provinciale
des Eaux et Forêts et à la
lutte contre la désertifica-
tion de Taza.

- Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au Bureau
précité.

- Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

- Soit les transmettre par
voie électronique au maître
d'ouvrage via le portail des
marchés public

• Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 4 du règlement
de consultation.

• Ce marché est réservé à la
petite et moyenne entre-
prise.

N° 3547/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE EL KELAA
DES SRAGHNA
CONSEIL PROVINCIAL
DGS/DDE/SM

**AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT SUR
OFFRE DE PRIX**

Le28/05/2020 , il sera pro-
cédé dans les bureaux du
conseil provincial d'El
Kelaâ des Sraghna.(Salle de
réunion)à l'ouverture des
plis relatifs à l'appel d'offres
sur offres de prix :

• 02/2020/BP à 10 h
Travaux de construction
d'un espace pour la produc-
tion et la commercialisation
des produits de l'artisan à la
CT Sidi Rahal-province El
kelaa des Sraghna

le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
: 130 000.00 DHS (Cent
trente Mille Dhs).

- L'estimation des coûts des
prestations établie par le
maître d'ouvrage est fixée à
la somme de
:5.215.632.00dhs (Cinq mil-
lion deux cent quinze mille
six cent trente-deux Dhs)

Le dossier d'appel d'offre
peut être retiré auprès du
service des marchés du
conseil provincial d'El
Kelaâ des Sraghna. Il peuté-
galement être téléchargé à
partir du portail des mar-
chés de l'Etat www.mar-
chespublics.gov.ma.

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles 27,
29 et 31 du décret n° 2-12-
349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent :
1-soit déposer contre récé-
pissé leurs plis dans le bu-
reau d'ordre du conseil
provincial d' Elkelaâ des
Sraghna

2-soit les envoyer, par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception, au
bureau d'ordre du conseil
provincial d' Elkelaâ des
Sraghna.

3-soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

4- Soit les envoyer par voie
électronique conformément
à la disposition de l'arrêté
du ministre de l'économie
et des finances n° 20-14 du
8 kaada 1435(04/09/2014)
relatif à la dématérialisation
des procédures de passa-
tion des marchés publics.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 9 du règlement
de consultation.

N° 3548/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
REGION BENI MELLAL
KHENIFRA
PROVINCE DE BENI
MELLAL
COMMUNE DE BENI
MELLAL

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRE DE
PRIX N° 04/2020/CBM**
(Séance publique)

Le 21/05/2020 à 11 heures,
il sera procédé, dans la salle
des réunions de la commu-
ne de Beni Mellal à l'ou-
verture des plis relatifs à
l'appel d'offres ouvert sur
offres de prix concernant :

ETUDES TECHNIQUES ET
SUIVI DES TRAVAUX
D'ACHEVEMENT ET
EQUIPEMENT DE L'ABAT-
TOIR INTERCOMMUNAL
DE BENI MELLAL
Le dossier d'appel d'offres
peut être retiré du bureau
des marchés de la com-
mune de Beni Mellal. Il

peut également être télé-
chargé à partir du portail
des marchés publics : www.
marchespublics.gov.ma.
Le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
: 20.000,00 (Vingt mille) Di-
rhams TTC.

L'estimation des coûts des
prestations établie par le
maître d'ouvrage est fixée à
la somme de : Trois cent
mille (300.000,00) Dirhams
TTC.

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles 27,
29 et 31 du décret n° 2-12-
349 du 8 Joumada I 1434 (20
Mars 2013) relatif aux mar-
chés publics.

Les concurrents peuvent :

• Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au bureau
des marchés publics de la
commune de Beni Mellal.

• Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au bureau
précité.

• Soit déposés par voie élec-
tronique dans le portail des
marchés publics

• Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

Il est prévu une visite des
lieux le : 11/05/2020 à 11
Heures, et le départ sera à
partir du siège de la com-
mune de Beni Mellal.

Les pièces justificatives à
fournir par tous les concu-
rents sont celles arrêtées par
l'article 9 du Règlement de
la Consultation.

N° 3549/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZ-
GANE AIT MELLOUL
COMMUNE DCHEIRA
EL JIHADIA
DIRECTION
DES SERVICES
DIVISION
D'EQUIPEMENT
SERVICE MARCHES
OBJET : AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 10-11/2020

Le 04 Juin 2020 à 09h00, il
sera procédé à la salle de
réunion n° 108 sise à l'hôtel
de ville de la Commune de
Dcheira El Jihadia, à l'ou-
verture des plis relatif à
l'appel d'offres sur offres
des prix suivant ayant pour
objet:

Appel d'offre n° 10/2020
:ETUDES TECHNIQUES
ET SUIVI DES TRAVAUX
POUR LES PROJETS SUI-
VANTS:

- 1 / TRAVAUX DE
CONSTRUCTION D'UN
ARRONDISSEMENT
COMMUNAL A LA ZONE
INDUSTRIELLE TASSILA.

-2 / TRAVAUX DE
CONSTRUCTION D'UNE
CRECHE ET PRESCO-
LAIRE A LA ZONE IN-
DUSTRIELLE TASSILA.
Commune Dcheira El Jih-
adia, Préfecture d'Inezgane
Ait Melloul.

Appel d'offre n° 11/2020
:CONTROLE DES ETUDES
TECHNIQUES ET SUIVI
DES TRAVAUX
POUR LES PROJETS SUI-
VANTS :
- 1 / TRAVAUX DE
CONSTRUCTION D'UN
ARRONDISSEMENT
COMMUNAL A LA ZONE
INDUSTRIELLE TASSILA.

**CRECHE ET PRESCO-
LAIRE A LA ZONE IN-
DUSTRIELLE TASSILA.**

Commune Dcheira El Jih-
adia, Préfecture d'Inezgane
Ait Melloul.

Le dossier d'appel d'offre
peut être retiré au bureau
du marché de la Commune
de Dcheira El Jihadia sise à
l'hôtel de ville, il peut éga-
lement être téléchargé à
partir du Portail des Mar-
chés Publics: www.mar-
chespublics.gov.ma.

Cautionnement provisoire
- Appel d'offre n° 10/2019
est fixé à la somme de 1
500.00DHS (mille cinq cent
dirhams)

- Appel d'offre n° 11/2019
est fixé à la somme de 1
500.00DHS (mille cinq cent
dirhams)

Estimation du coût des
prestations
- Appel d'offre n° 10/2020
est fixé à la somme de 72
000,00dhs (Soixante-douze
mille dirhams)

- Appel d'offre n° 11/2020
est fixé à la somme de 42
000,00dhs (Quarante-deux
mille dirhams)

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doit
être conformes aux dispo-
sitions des articles 27, 29 et
31du décret n° 2.12.349 du 8
Joumada I 1434(20 mars
2013) relatif aux marchés
publics.

* La présentation des plis
des concurrents doit respec-
ter l'article 11 du règlement
de la consultation.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis dans le bu-
reau d'ordre de la
Commune de Dcheira El Jih-
adia.

- Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au bureau
précité.

- Soit les remettre, séance
tenante, au Président de la
Commission d'Appel d'Of-
fres au début de la séance
et avant l'ouverture des plis.

- Soit transmettre l'offre au
maître d'ouvrage par voie
électronique au portail des
Marchés publics.

• Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article-09 du Règle-
ment de consultation.
N.B : Pour l'appel d'offre n°
10/2020 : Les certificats
d'agrément délivré par le
ministère de l'équipement,
du transport et de la logis-
tique dans les domaines

**D14, D15 et D16.
N° 3550/PA**

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZ-
GANE AIT MELLOUL
COMMUNE DCHEIRA
EL JIHADIA
DIRECTION
DES SERVICES
DIVISION
D'EQUIPEMENT
SERVICE MARCHES
AVIS DE LA CONSULTA-
TION ARCHITECTURALE
N° :03/CA/2020

Le 28 Mai 2020 À 09h00
heures, il sera procédé à la
salle de réunion n° 108 sise
à l'hôtel de ville de la Com-
mune de Dcheira El Jihadia
à l'ouverture des plis des
architectes relatifs à la con-
sultation architecturale pour
« Les études et la concep-
tion architecturale et le suivi
des travaux de construction
d'une Crèche et préscolaire à
la zone industrielle Tassila ,
Commune de Dcheira El Jih-
adia, Préfecture d'Inezgane
Ait Melloul.»

Le dossier de la consulta-
tion architecturale peut être
retiré au service des mar-
chés et de programmation,
il peut être également télé-
chargé à partir du portail
des marchés de l'état www.
marchespublics.gov.ma
Le budget prévisionnel
maximum, hors taxe, pour
l'exécution des travaux à
réaliser est de : 931 200,00
dhs H.T (Neuf cent trente
un mille deux cent dix
dirhams Hors Taxes)

Le contenu ainsi que la pré-
sentation des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions
des articles 100, 101 et 102
du décret n° 2-12-349 du 20-
03-2013 relatif aux marchés
publics.

Les architectes peuvent :
- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au service
des marchés et de program-
mation

- Soit envoyer par courrier
recommandé avec accusé
de réception au bureau pré-
cité

- Soit les remettre au prési-
dent du jury de la consulta-
tion architecturale au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 08 du règlement
de la consultation architec-
turale.

N° 3551/PA

**ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZ-
GANE AIT MELLOUL
COMMUNE DCHEIRA EL
JIHADIA
DIRECTION
DES SERVICES
DIVISION
D'EQUIPEMENT
SERVICE MARCHES
AVIS DE LA
CONSULTATION
ARCHITECTURALE
N° :04/CA/2020**

Le 28 Mai 2020 À 09h00
heures, il sera procédé à la
salle de réunion n° 108 sise
à l'hôtel de ville de la Com-
mune de Dcheira El Jihadia
à l'ouverture des plis des
architectes relatifs à la
consultation architecturale
pour Les études et la
conception architecturale et
le suivi des travaux de
construction d'un Arrondis-
sement Administratif à la
zone industrielle Tassila ,
Commune de Dcheira El Jih-
adia, Préfecture d'Inez-
gane Ait Melloul.

Le dossier de la consulta-
tion architecturale peut être
retiré au service des mar-
chés et de programmation,
il peut être également télé-
chargé à partir du portail
des marchés de l'état www.
marchespublics.gov.ma
Le budget prévisionnel
maximum, hors taxe, pour
l'exécution des travaux à
réaliser est de : 976
800,00dhs H.T (Neuf cent
soixante-seize mille huit
cent dirhams) hors taxe

Le contenu ainsi que la pré-
sentation des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions
des articles 100, 101 et 102
du décret n° 2-12-349 du 20-
03-2013 relatif aux marchés
publics.

Les architectes peuvent :
- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au service
des marchés et de program-
mation


- Soit envoyer par courrier
recommandé avec accusé
de réception au bureau pré-
cité

- Soit les remettre au prési-
dent du jury de la consulta-
tion architecturale au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 08 du règlement
de la consultation architec-
turale.

N° 3552/PA

**Royaume du Maroc
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
REGION DE L'ORIENTAL
AGENCE REGIONALE D'EXECUTION DES
PROJETS DE L'ORIENTAL**



AVIS D'APPELS D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DES PRIX

Il sera procédé, au siège de l'AREP de l'Oriental sis à l'Avenue le Prince Héritier My El
Hassan Immeuble 76- Oujda, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre sur offres de prix
désignés ci-après :

Appel d'offre N°	Objet	Caution provisoire (DH) TTC	Estimation de l'Administration (EN DH) TTC	Date et l'heure de l'ouverture des plis	pièces justificatives à fournir
33/2020/AREPO	Travaux de construction de la route NC reliant la RN6 vers douar OUI AD RAHFOU relevant la commune OUI AD RAHFOU de la province de GUERCIF	100 000,00	5 352 756,00	Le 11/06/2020 à 14h00	L'article 5 du règlement de consultation

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de l'Oriental, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- ✓ Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de l'Oriental sis à Avenue le Prince Héritier My El Hassan Immeuble 76- Oujda ;
- ✓ Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- ✓ Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- ✓ Soit les déposer par voie électronique via le portail des marchés publics.

N° 3553/PA